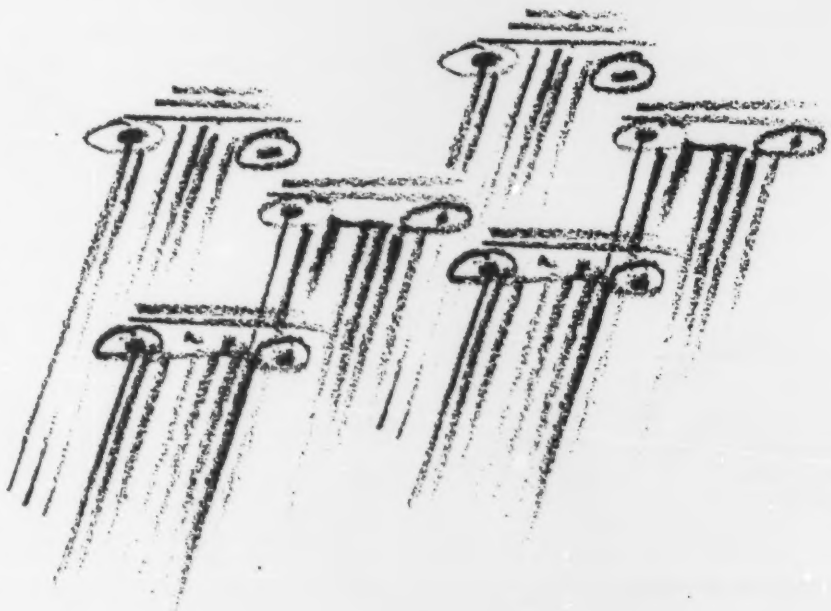
Statistiques

FINANCIÈRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC 1988-89



Bureau de
la statistique
du Québec

92-00244/

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 691-2401

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucuns frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 1990
ISBN 2-551-12505-7

© Bureau de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
du Bureau de la statistique du Québec.

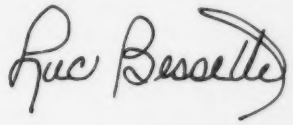
Avant-propos

Le Bureau de la statistique du Québec présente sa dix-huitième édition d'une série annuelle sur les Statistiques financières du gouvernement du Québec. Cette publication cherche à répondre aux besoins des utilisateurs de renseignements financiers sur le gouvernement provincial.

Principalement constituée de tableaux statistiques, cette publication fait connaître la situation financière du gouvernement du Québec et celle de ses composantes, soit les ministères et les fonds spéciaux.

Plusieurs organismes gouvernementaux du Québec ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage; nous désirons donc leur exprimer nos plus sincères remerciements et les prier de nous faire part de toute suggestion susceptible d'améliorer cette publication.

Le directeur général



Luc Bessette

Cette publication a été réalisée par: Bertrand Gagnon, économiste

Sous la direction de: Yves Bérubé

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières et générales
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 691-2409

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
... N'ayant pas lieu de figurer
- Néant ou zéro
-- Donnée infime
r Donnée révisée
p Prévision

Avertissement: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Table des matières

Introduction et modifications à la présente édition 9

Organigramme du secteur public au Québec 11

Chapitre 1
Faits saillants 13

Les revenus 13
Les dépenses 13
L'actif 13
Le passif 16

Chapitre 2
Tableaux statistiques 17

Annexe 1
Notes méthodologiques 35

Annexe 2
L'univers du gouvernement du Québec 41

Annexe 3
Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les Comptes publics 1988-89 45

Liste des tableaux

2.1 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1987-88 et 1988-89 18

2.2 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1987-88 et 1988-89 20

2.3 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1988-89 22

2.4 Actif financier du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1988 et 1989 24

2.5 Passif du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1988 et 1989 26

2.6 Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, 1988-89 28

2.7 Réconciliation des revenus et des dépenses du gouvernement du Québec sur la base des Comptes publics avec les données sur la base du système de gestion financière (SGF), 1988-89 29

2.8 Réconciliation de l'actif et du passif du gouvernement du Québec sur la base des Comptes publics avec les données sur la base du système de gestion financière (SGF), 31 mars 1989 29

2.9 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89 30

2.10 Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89 31

2.11 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1979-80 à 1988-89 32

2.12 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1979-80 à 1988-89 33

2.13 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1988-89 34

2.14 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1988-89 34

3.1 Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89 46

3.2 Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, 1979-80 à 1988-89 47

3.3 Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1979-80 à 1988-89 48

3.4 Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89 50

3.5 Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1979-80 à 1988-89 52

3.6 Opérations de la dette du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89 54

3.7 Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89 55

3.8 Financement du gouvernement du Québec, 1987-88 et 1988-89 56

3.9 Dette du gouvernement du Québec au 31 mars 1988 et 1989 57

Liste des figures

1.1 Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1988-89 14

1.2 Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1988-89 15

INTRODUCTION

L'organigramme de la page 11 présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombrée, c'est-à-dire la section du gouvernement du Québec qui comprend l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux.

Les statistiques sont présentées selon le système de gestion des finances publiques[1] de Statistique Canada. Ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Son objectif fondamental est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données relatives aux opérations financières des diverses administrations publiques.

Pour compléter ce système, en plus de présenter les dépenses par fonction, les données concernant les dépenses sont présentées selon la catégorie pour démontrer de quelle façon est effectuée chaque dépense.

Les données des revenus et des dépenses sont présentées de façon détaillée pour les années financières 1987-88 et 1988-89. Par ailleurs, une série chronologique s'étendant sur dix ans présente, de façon agrégée, ces mêmes données pour la période allant de 1979-80 à 1988-89.

Le chapitre 2 contient également des tableaux sur le bilan du gouvernement du Québec pour les années 1987-88 et 1988-89 et un tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds pour 1988-89.

Par ailleurs, pour clarifier la présentation des données, nous présentons deux tableaux effectuant une réconciliation avec les données de base. Le premier (tableau 2.7) fait la réconciliation avec les revenus et dépenses tandis que le second (tableau 2.8) la fait avec l'actif financier et le passif.

En annexe, nous présentons d'abord les notes méthodologiques pertinentes à la normalisation des données de base, puis une brève description de l'univers utilisé. Enfin, une annexe statistique présente les statistiques financières du gouvernement du Québec qui correspondent au cadre administratif suivi par les Comptes publics. Dans ce cadre, le terme gouvernement du Québec correspond aux ministères et à quelques fonds spéciaux seulement. Cette section constitue, en fait, une annexe aux Comptes publics de la province de Québec.

MODIFICATIONS À LA PRÉSENTE ÉDITION

Dans le chapitre 2, il y a cinq tableaux de moins par rapport à la dernière publication. Les tableaux 2.3 et 2.4 ont été enlevés. Les tableaux 2.9,

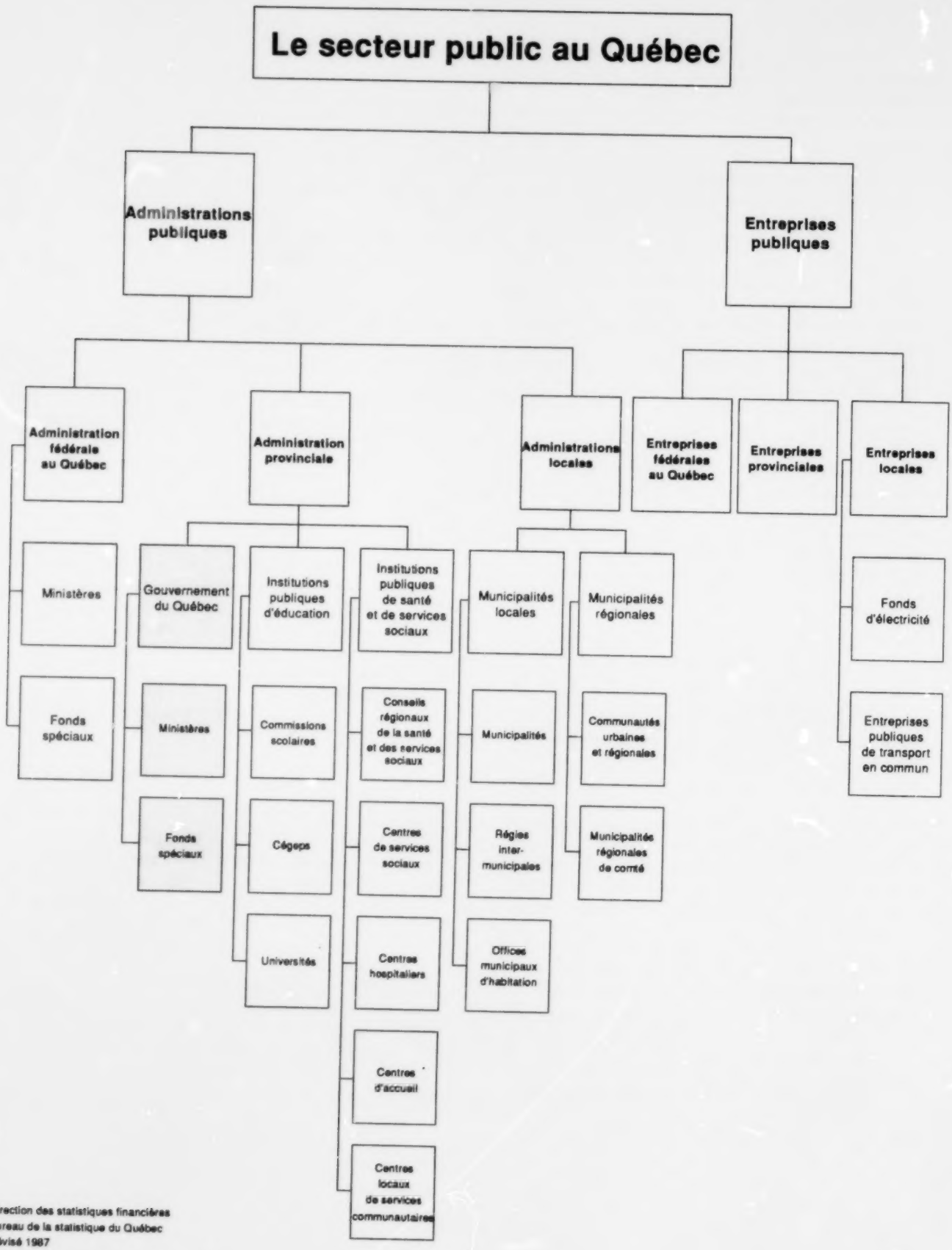
1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques (68-507F), mars 1984.

2.10 et 2.11 ont été regroupés en un seul pour devenir le tableau 2.7. Les tableaux 2.12 et 2.13 sont devenus le tableau 2.8. Ainsi, les tableaux 2.14 à 2.19 de la dernière publication deviennent les tableaux 2.9 à 2.14.

Le traitement des régimes de retraite a été modifié. Les régimes de retraite du gouvernement du Québec, soit le RREGOP et les autres régimes de retraite, sont maintenant tous considérés comme étant en fiducie. Il y a donc passage de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice dans la façon de traiter les données relatives aux régimes de retraite. Par conséquent, les cotisations aux caisses de retraite, gérées par l'Administration publique, ne figurent plus dans les revenus bruts du gouvernement. Par ailleurs, les dépenses comprennent maintenant les contributions du gouvernement en tant qu'employeur aux régimes de retraite du Québec, au lieu des pensions versées en vertu des régimes de retraite. Ce changement comporte des avantages. D'abord, il facilite les comparaisons interprovinciales puisque Statistique Canada traite maintenant tous les régimes de retraite des provinces comme s'ils étaient en fiducie. De plus, cette façon de procéder est conforme à celle du gouvernement du Québec dans les Comptes publics. Les données sont donc plus près des Comptes publics.

Les données des années précédentes ont été révisées pour tenir compte du nouveau traitement.

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
Révisé 1987

LES REVENUS

Le total des revenus généraux bruts consolidés du gouvernement du Québec atteint 36 347 690 000 $ en 1988-89, ce qui représente une augmentation de 6,6% par rapport à l'année précédente.

L'analyse des revenus selon la source nous indique quatre principales sources de revenus. L'impôt sur le revenu domine avec 11 001 002 000 $ et une part relative de 30,3%. Les taxes à la consommation atteignent 6 687 992 000 $, ce qui constitue 18,4% de l'ensemble des revenus. Les transferts de l'Administration fédérale fournissent 6 520 489 000 $ au gouvernement du Québec, soit 17,9% de ses revenus. Enfin les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale se chiffrent à 5 438 062 000 $, ce qui représente une part relative de 15,0%.

LES DÉPENSES

Les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec augmentent de 1 297 816 000 $ en 1988-89 (3,7%) passant de 35 331 400 000 $ à 36 629 216 000 $.

L'analyse des dépenses générales brutes selon la fonction démontre que les sommes allouées aux services sociaux sont les plus importantes en 1988-89, soit 24,1% du total des dépenses avec un montant de 8 810 634 000 $.

Les dépenses relatives à l'éducation ainsi qu'à la santé sont également importantes. Elles se chiffrent respectivement à 8 072 458 000 $ et à 7 834 842 000 $, ce qui leur procure des parts relatives de 22,0% et 21,4%. Enfin, avec des dépenses de 4 205 285 000 $, le service de la dette constitue la dernière fonction avec des dépenses supérieures à deux milliards de dollars, soit 11,5% du total des dépenses.

L'analyse selon la catégorie démontre que les transferts aux institutions publiques représentent la plus importante catégorie de dépenses du gouvernement du Québec en 1988-89, avec un montant de 13 786 583 000 $, ce qui constitue 37,6% du total.

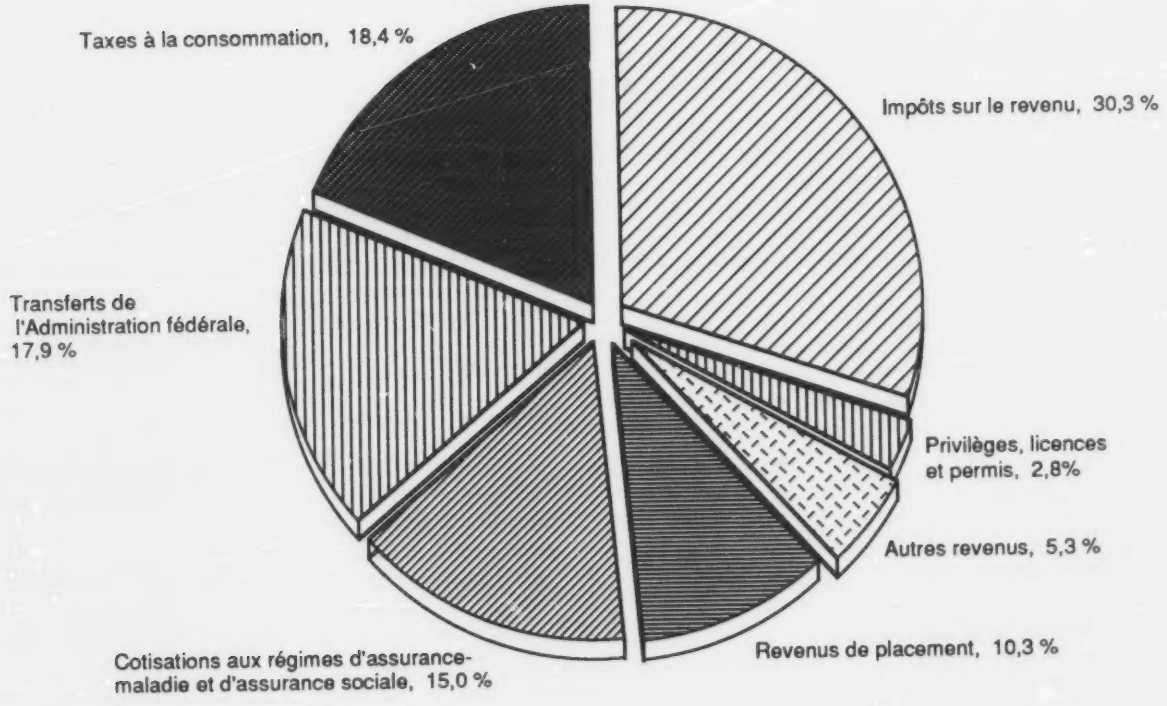
L'ACTIF

L'actif financier du gouvernement du Québec atteint 35 893 822 000 $ à la fin de l'exercice financier 1988-89, ce qui constitue une augmentation de 7,0% par rapport aux données du 31 mars 1988. La répartition, avant éliminations, entre les deux composantes se présente comme suit: 13 945 044 000 $ pour les ministères et 25 228 549 000 $ pour les fonds spéciaux.

Le poste le plus important de l'actif des ministères demeure la détention d'actions des entreprises publiques provinciales qui s'élève à 9 251 714 000 $. La détention des titres d'Hydro-Québec explique en grande partie l'ampleur de ce poste.

Figure 1.1

Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1988-89

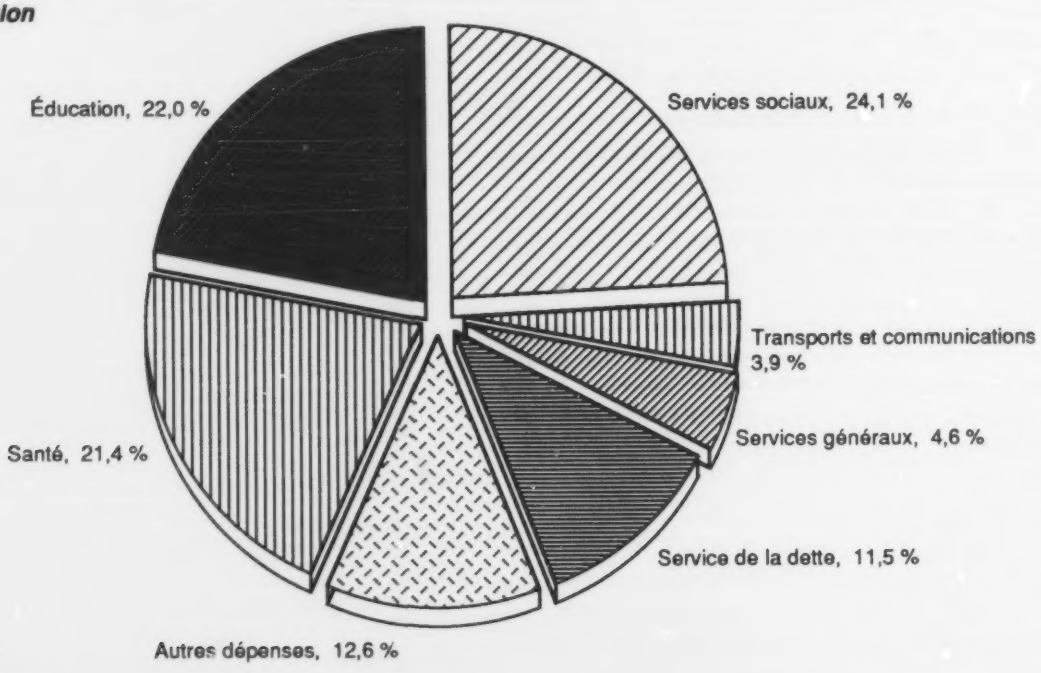


Total = 36 347 690 000 $

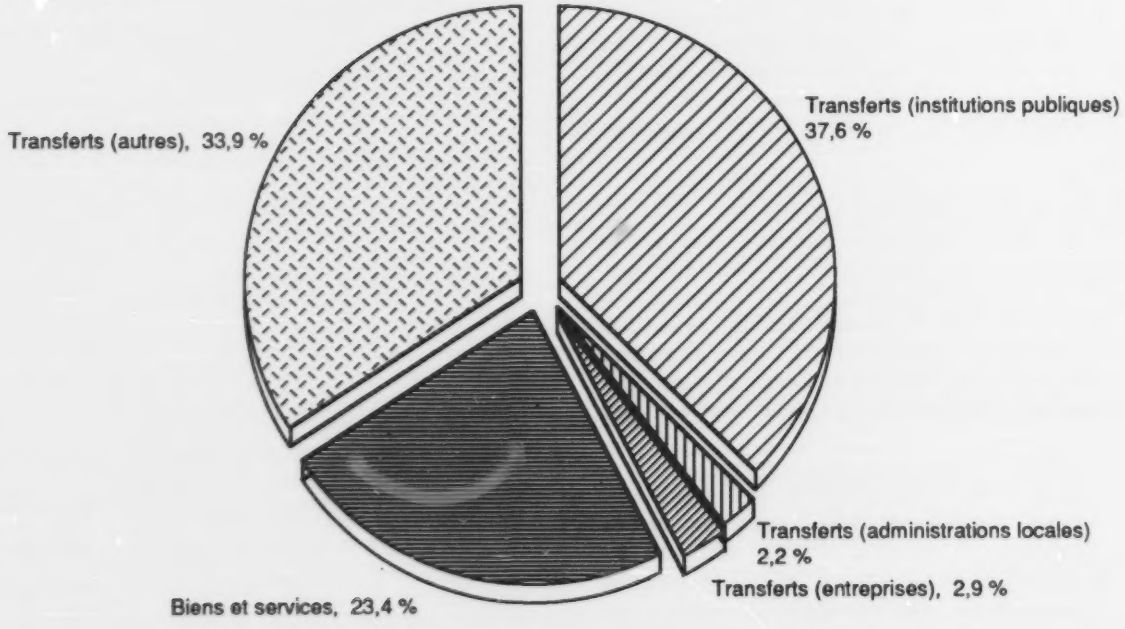
Figure 1.2

Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie,1988-89

Selon la fonction



Selon la catégorie



Total = 36 629 216 000 $

L'ensemble des effets à recevoir des ministères se chiffre à 2 686 417 000 $ dont 1 724 262 000 $ provient de l'impôt. Le total des effets à recevoir et celui des actions des entreprises publiques provinciales représente plus de 85% du total de l'actif financier des ministères.

Concernant les fonds spéciaux, les dépôts dans les institutions financières gouvernementales s'élèvent à 20 347 909 000 $ et représentent plus de 80% du total de leur actif financier. L'importance de ce poste s'explique en majeure partie par les dépôts de la Régie des rentes et de la Régie de l'assurance automobile auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

LE PASSIF

Le passif du gouvernement du Québec s'élève à 50 291 586 000 $ au 31 mars 1989 comparativement à 47 656 869 000 $ au 31 mars 1988. Avec un niveau d'emprunt élevé, les ministères possèdent un passif de 45 771 762 000 $ alors que le passif des fonds spéciaux atteint 7 799 595 000 $, et ce, avant éliminations.

Du côté des ministères, la dette obligataire, à l'exclusion des obligations d'épargne, s'élève à 21 260 137 000 $ et la dette relative aux régimes de retraite atteint 13 189 751 000 $. Ces deux postes représentent 75,3% du passif total des ministères.

Pour les fonds spéciaux, la dette obligataire s'élève à 3 988 600 000 $, ce qui représente 51,1% de leur passif et l'ensemble des effets à payer se chiffre à 1 004 779 000 $, soit 12,9% du total.

Chapitre 2 - Tableaux statistiques

Par rapport à la dernière publication, il y a cinq tableaux de moins. Les tableaux 2.3 et 2.4 ont été enlevés. Les tableaux 2.9, 2.10 et 2.11 ont été regroupés en un seul pour devenir le tableau 2.7. Les tableaux 2.12 et 2.13 sont devenus le tableau 2.8. Enfin, les tableaux 2.14 à 2.19 de la dernière publication deviennent les tableaux 2.9 à 2.14.

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1987-88 et 1988-89

Source	1987-88		1988-89				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres	**27 999 060r**	**82,1**	**23 816 505**	**6 830 037**	**819 698**	**29 826 844**	**82,1**	**1 827 784**	**6,5**
Impôts sur le revenu	10 426 390	30,6	11 001 356	-	354	11 001 002	30,3	574 612	5,5
Des particuliers	9 763 919	28,6	10 370 594	-	-	10 370 594	28,5	606 675	6,2
Des corporations	662 471	1,9	630 762	-	354	630 408	1,7	(32 063)	(4,8)
Taxes à la consommation	6 330 922	18,6	6 689 183	-	1 191	6 687 992	18,4	357 070	5,6
Taxes générales de vente	3 927 477	11,5	4 185 352	-	1 191	4 184 161	11,5	256 684	6,5
Taxes sur les carburants	1 177 034	3,4	1 215 571	-	-	1 215 571	3,3	38 537	3,3
Taxes sur le tabac	647 938	1,9	675 757	-	-	675 757	1,8	27 819	4,3
Taxes afférentes aux champs de course	26 775	0,1	23 153	-	-	23 153	--	(3 622)	(13,5)
Taxes sur les repas et hôtels	402 650	1,2	433 016	-	-	433 016	1,2	30 366	7,5
Taxes sur les télécommunications	139 237	0,4	145 387	-	-	145 387	0,4	6 150	4,4
Autres taxes à la consommation	9 811	--	10 947	-	-	10 947	--	1 136	11,6
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale	4 939 073	14,5	2 159 514	3 408 745	130 197	5 438 062	15,0	498 989	10,1
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 983 520	5,8	2 159 514	-	69 237	2 090 277	5,7	106 757	5,4
Cotisations aux caisses des accidents de travail	1 158 548	3,4	-	1 437 703	31 528	1 406 175	3,9	247 627	21,4
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 777 102	5,2	-	1 938 526	29 432	1 909 094	5,3	131 992	7,4
Cotisations à la Commission de la construction du Québec	19 903	0,1	-	32 516	-	32 516	0,1	12 613	63,4
Impôts divers	909 883	2,7	952 546	107 080	-	1 059 626	2,9	149 743	16,4
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	135 373	0,4	148 600	-	-	148 600	0,4	13 227	9,8
Impôts sur les successions	(961)	--	2 253	-	-	2 253	--	3 214	(334,4)
Impôts sur les dons	168	--	199	-	-	199	--	31	18,4
Autres taxes sur les corporations	673 923	2,0	801 494	-	-	801 494	2,2	127 571	18,9
Autres impôts	101 380	0,3	-	107 080	-	107 080	0,3	5 700	5,6
Revenus provenant des ressources naturelles	143 758	0,4	145 538	-	-	145 538	0,4	1 780	1,2
Chasse et pêche	21 333	0,1	20 904	-	-	20 904	--	(429)	(2,0)
Forêts	94 668	0,3	107 937	-	-	107 937	0,3	13 269	14,0
Mines	(7 871)	--	(20 507)	-	-	(20 507)	(--)	(12 636)	160,5
Pétrole et gaz naturel	92	--	177	-	-	177	--	85	92,4
Ressources hydrauliques	2 945	--	2 394	-	-	2 394	--	(551)	(18,7)
Autres	32 591	0,1	34 633	-	-	34 633	0,1	2 042	6,3
Privilèges, licences et permis	1 009 586	3,0	506 767	508 068	21	1 014 814	2,8	5 228	0,5
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	58 636	0,2	59 776	-	-	59 776	0,2	1 140	1,9
Véhicules automobiles	866 881	2,5	358 072	501 376	21	859 427	2,4	(7 454)	(0,8)
Autres	84 069	0,2	88 919	6 692	-	95 611	0,3	11 542	13,7
Ventes de biens et services	368 052	1,1	372 705	736 392	674 729	434 368	1,2	66 316	18,0
À d'autres administrations publiques	145 383	0,4	146 215	259	-	146 474	0,4	1 091	0,7
Formation de la main-d'oeuvre	145 133	0,4	146 215	-	-	146 215	0,4	1 082	0,7
Autres	250	--	-	259	-	259	--	9	3,6
À la collectivité	222 669	0,7	226 490	736 133	674 729	287 894	0,8	65 225	29,3
Locations	25 544	0,1	13 205	394 826	382 909	25 122	--	(422)	(1,6)
Services récréatifs et culturels	10 936	--	-	11 389	-	11 389	--	453	4,1
Autres	186 189	0,5	213 285	329 918	291 820	251 383	0,7	65 194	35,0
Revenus de placements	3 579 864	10,5	1 726 821	2 027 622	13 206	3 741 237	10,3	161 373	4,5
Provenant des entreprises publiques propres	1 451 609	4,2	1 618 850	-	-	1 618 850	4,4	167 241	11,5
Hydro-Québec	508 000	1,5	619 000	-	-	619 000	1,7	111 000	21,8
Société des alcools	369 976	1,1	380 923	-	-	380 923	1,0	10 947	2,9
Société des loteries et courses	380 050	1,1	428 671	-	-	428 671	1,2	48 621	12,8
Autres	193 583	0,6	190 256	-	-	190 256	0,5	(3 327)	(1,7)
Autres revenus de placements	2 128 255	6,2	107 971	2 027 622	13 206	2 122 387	5,8	(5 868)	(0,3)
Intérêts	2 123 087	6,2	107 786	2 019 278	13 206	2 113 858	5,8	(9 229)	(0,4)
Dividendes	44	--	-	25	-	25	--	(19)	(43,2)
Bénéfices des opérations en devises étrangères	90	--	183	-	-	183	--	93	103,3
Autres	5 034	--	2	8 319	-	8 321	--	3 287	65,3

Tableau 2.1 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1987-88 et 1988-89

Source	1987-88		1988-89					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Autres revenus de sources propres	291 532r	0,8	262 075	42 130	-	304 205	0,8	12 673	4,3
Intérêts et pénalités sur les impôts	184 678	0,5	183 528	-	-	183 528	0,5	(1 150)	(0,6)
Amendes et autres pénalités	62 974	0,2	78 547	1 264	-	79 811	0,2	16 837	26,7
Autres revenus divers	43 880	0,1	-	40 866	-	40 866	0,1	(3 014)	(6,8)
Transferts	**6 083 631**	**17,9**	**6 364 461**	**3 931 537**	**3 775 152**	**6 520 846**	**17,9**	**427 215**	**7,0**
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques	2 936 631	8,6	3 338 840	-	-	3 338 840	9,2	402 209	13,7
Transferts de l'administration fédérale	2 936 631	8,6	3 338 840	-	-	3 338 840	--	402 209	13,7
Subventions statutaires	4 603	--	4 603	-	-	4 603	--	-	-
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	-	-	13 880	-	-	13 880	--	13 880	100,0
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Péréquation	3 090 693	9,1	3 510 976	-	-	3 510 976	9,6	420 283	13,6
Accord de réciprocité fiscale	52 066	0,2	58 342	-	-	58 342	0,1	6 276	12,0
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(210 731)	(0,6)	(248 961)	-	-	(248 961)	(0,7)	(38 230)	18,1
Transferts des ministères québécois	-	-	-	3 775 152	3 775 152	-	-	-	-
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises	3 157 000	9,2	3 025 621	156 385	-	3 182 006	8,7	25 006	0,8
Transferts de l'administration fédérale	3 156 680	9,2	3 025 621	156 028	-	3 181 649	8,7	24 969	0,8
Services généraux	2 912	—	1 716	-	-	1 716	—	(1 196)	(41,1)
Protection de la personne et de la propriété	16 666	0,1	15 746	-	-	15 746	--	(920)	(5,5)
Transports et communications	30 377	0,1	40 231	1 041	-	41 272	0,1	10 895	35,8
Santé	1 409 854	4,1	1 306 511	-	-	1 306 511	3,6	(103 343)	(7,3)
Services sociaux	1 032 044	3,0	1 037 353	2 886	-	1 040 239	2,9	8 195	0,8
Éducation	511 479	1,5	492 635	-	-	492 635	1,3	(18 844)	(3,7)
Ressources naturelles	42 054	0,1	44 072	-	-	44 072	0,1	2 018	4,8
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	81 759	0,2	75 013	-	-	75 013	0,2	(6 746)	(8,2)
Environnement	2 028	--	2 128	-	-	2 128	--	100	4,9
Loisirs et culture	17 117	0,1	268	3 824	-	4 092	--	(13 025)	(76,1)
Travail, emploi et immigration	2 310	—	1 948	-	-	1 948	—	(362)	(15,7)
Logement	-	-	-	148 277	-	148 277	0,4	148 277	100,0
Planification et aménagement des régions	8 080	--	8 000	-	-	8 000	--	(80)	(1,0)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts des administrations locales	320	--	-	357	-	357	--	37	11,6
Total des revenus généraux bruts	**34 082 681r**	**100,0**	**30 180 966**	**10 761 574**	**4 584 850**	**35 347 680**	**100,0**	**2 254 999**	**6,6**
Total des dépenses générales brutes	**35 331 400r**	**100,0**	**31 794 192**	**9 429 874**	**4 584 850**	**36 629 216**	**100,0**	**1 297 816**	**3,7**
Surplus (Déficit)	**(1 238 709)r**	**-**	**(1 613 226)**	**1 331 700**	**-**	**(281 536)**	**-**	**957 183**	**(77,3)**

Tableau 2.2
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1987-88 et 1988-89

Fonction	1987-88		1988-89				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Services généraux	**2 502 450r**	**7,1**	**1 847 736**	**446 049**	**611 636**	**1 682 149**	**4,6**	**(820 301)**	**(32,8)**
Exécutif et législatif	93 668r	0,3	102 793	-	568	102 225	0,3	8 557	9,1
Gestion	580 763r	1,6	713 302	440 079	605 104	548 277	1,5	(32 486)	(5,6)
Contributions au RREGOP	543 431	1,5	438 020	-	-	438 020	1,2	(105 411)	(19,4)
Contributions aux autres régimes de retraite	1 119 376	3,2	478 238	4 254	4 254	478 238	1,3	(641 138)	(57,3)
Autres	165 212	0,5	115 383	1 716	1 710	115 389	0,3	(49 823)	(30,1)
Protection de la personne et de la propriété	**909 286r**	**2,6**	**927 019**	**86 464**	**1 241**	**1 012 242**	**2,8**	**102 956**	**11,3**
Cours de justice	104 653	0,3	111 515	-	-	111 515	0,3	6 862	6,5
Correction et réhabilitation	109 326	0,3	121 570	-	-	121 570	0,3	12 244	11,2
Police	314 726r	0,9	353 889	-	-	353 889	1,0	39 163	12,4
Lutte contre les incendies	1 490	--	1 530	-	-	1 530	--	40	2,7
Protection du consommateur	31 123	0,1	34 320	-	-	34 320	0,1	3 197	10,3
Services de réglementations	100 174r	0,3	73 461	23 940	64	97 337	0,3	(2 837)	(2,8)
Autres	247 794r	0,7	230 734	62 524	1 177	292 081	0,8	44 287	17,9
Transports et communications	**1 455 349r**	**4,1**	**1 406 461**	**175 789**	**162 024**	**1 420 206**	**3,9**	**(35 143)**	**(2,4)**
Transport aérien	24 972	0,1	34 226	804	-	35 030	0,1	10 058	40,3
Transport routier	857 191r	2,4	844 288	3 743	7 634	840 397	2,3	(16 794)	(1,9)
Transport en commun	385 341	1,1	403 373	-	-	403 373	1,1	18 032	4,7
Transport par eau	13 497	--	15 470	-	-	15 470	--	1 973	14,6
Télécommunications	134 019	0,4	68 234	171 222	154 390	85 066	0,2	(48 953)	(36,5)
Autres	40 329	0,1	40 870	-	-	40 870	0,1	541	1,3
Santé	**7 297 853r**	**20,6**	**7 739 267**	**2 651 368**	**2 555 785**	**7 834 842**	**21,4**	**536 989**	**7,3**
Soins hospitaliers	4 467 321r	12,6	4 908 485	187 187	307 851	4 787 821	13,1	320 500	7,2
Soins médicaux	2 233 157	6,3	2 219 444	2 409 685	2 219 444	2 409 685	6,6	176 528	7,9
Soins préventifs	471 982	1,3	477 011	54 496	28 449	503 058	1,4	31 076	6,6
Autres	125 393r	0,4	134 327	-	49	134 278	0,4	8 885	7,1
Services sociaux	**8 426 979r**	**23,8**	**4 726 182**	**4 291 214**	**206 762**	**8 810 634**	**24,1**	**383 655**	**4,5**
Sécurité sociale	3 964 643	11,2	375 728	3 969 909	72 983	4 272 654	11,7	308 011	7,8
Régime de rentes du Québec	2 449 478	6,9	1 745	2 739 326	26 121	2 714 950	7,4	265 472	10,8
Assurance-chômage	42 330	0,1	44 174	-	-	44 174	0,1	1 844	4,3
Accidents de travail	980 623	2,8	46 862	975 235	46 862	975 235	2,7	(5 388)	(0,5)
Supplément au revenu du travail	29 166	0,1	17 498	-	-	17 498	--	(11 668)	(40,0)
Allocations de maternité	9 680	--	10 681	-	-	10 681	--	1 001	10,3
Allocations familiales	219 023	0,6	254 768	-	-	254 768	0,7	35 745	16,3
Indemnisation des accidents de véhicules automobiles	234 343	0,7	-	255 348	-	255 348	0,7	21 005	9,0
Bien-être social	4 462 336r	12,6	4 350 454	321 305	133 779	4 537 980	12,4	75 644	1,7
Assistance sociale	2 240 678	6,3	2 100 805	41 544	7 669	2 134 680	5,8	(105 998)	(4,7)
Service de bien-être	1 639 023	4,6	1 737 092	107 586	96 239	1 748 439	4,8	109 416	6,7
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	17 013	121	17 013	121	--	121	100,0
Autres dépenses de bien-être social	29 205	0,1	33 670	-	-	33 670	0,1	4 465	15,3
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	228 789	0,6	248 403	-	-	248 403	0,7	19 614	8,6
Autres services sociaux	324 641r	0,9	213 471	172 054	12 858	372 667	1,0	48 026	14,8
Éducation	**7 585 415r**	**21,5**	**8 242 204**	**47 997**	**217 743**	**8 072 458**	**22,0**	**477 043**	**6,3**
Élémentaire et secondaire	4 786 302r	13,5	5 167 478	44 941	123 232	5 089 187	13,9	302 885	6,3
Collégial	1 086 704r	3,1	1 155 958	2 928	54 573	1 104 313	3,0	17 609	1,6
Universitaire	1 367 898r	3,9	1 499 724	-	39 939	1 459 785	4,0	91 887	6,7
Services particuliers de recyclage	354 466	1,0	419 044	-	-	419 044	1,1	64 578	18,2
Autres	45	--	-	128	(1)	129	--	84	186,6

Tableau 2.2 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1987-88 et 1988-89

Fonction	1987-88		1988-89					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**1 222 633r**	**3,5**	**1 303 387**	**615 643**	**445 302**	**1 473 728**	**4,0**	**251 095**	**20,5**
Agriculture	486 048r	1,4	514 005	447 103	295 123	665 985	1,8	179 937	37,0
Chasse et pêche	64 437	0,2	71 860	1 092	-	72 952	0,2	8 515	13,2
Forêts	248 371r	0,7	289 339	3 753	5 088	288 004	0,8	39 633	15,9
Mines	61 471r	0,2	45 445	-	-	45 445	0,1	(16 026)	(26,1)
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	57 168r	0,2	75 521	39 551	35 066	80 006	0,2	22 838	39,9
Commerce et industrie	238 108r	0,7	238 650	112 767	104 848	246 569	0,7	8 461	3,5
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	67 030r	0,2	68 567	11 397	5 197	74 767	0,2	7 737	11,5
Environnement	**236 710r**	**0,7**	**385 549**	**10 958**	**132 756**	**271 751**	**0,7**	**35 041**	**14,8**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	191 590	0,6	312 848	10 903	132 756	190 995	0,5	(595)	(0,3)
Contrôle de la pollution	16 082	—	23 818	-	-	23 818	—	7 736	48,1
Autres	29 038r	0,1	56 883	55	-	56 938	0,2	27 900	96,1
Loisirs et culture	**380 788r**	**1,1**	**378 951**	**151 720**	**63 751**	**466 920**	**1,3**	**86 131**	**22,6**
Loisirs	137 887r	0,4	141 982	109	317	141 774	0,4	3 887	2,8
Culture	229 863r	0,7	225 210	151 253	53 869	322 594	0,9	92 731	40,3
Autres	13 039	—	11 739	358	9 545	2 552	—	(10 487)	(80,4)
Travail, emploi et immigration	**278 325r**	**0,8**	**233 685**	**67 294**	**1 623**	**299 366**	**0,8**	**21 041**	**7,5**
Travail et emploi	245 282r	0,7	194 643	67 294	1 573	260 364	0,7	15 082	6,1
Immigration	33 043r	0,1	39 052	-	50	39 002	0,1	5 959	18,0
Logement	**387 223**	**1,1**	**171 533**	**431 653**	**171 533**	**431 653**	**1,2**	**44 430**	**11,5**
Opérations relatives au logement	362 120	1,0	171 533	417 988	171 533	417 988	1,1	55 868	15,4
Aide au logement	25 103	0,1	-	13 665	-	13 665	--	(11 438)	(45,6)
Planification et aménagement des régions	**100 397r**	**0,3**	**98 922**	**4 934**	**2 745**	**101 111**	**0,3**	**714**	**0,7**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	26 749	0,1	14 385	-	2 745	14 385	--	(12 364)	(46,2)
Aménagement des régions	31 430r	0,1	33 046	4 934	-	35 235	0,1	3 815	12,1
Autres	42 228r	0,1	51 491	-	-	51 491	0,1	9 263	21,9
Établissements de recherche	**53 888**	**0,2**	**21 144**	**42 661**	**7 039**	**56 766**	**0,1**	**2 886**	**5,3**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**318 405**	**0,9**	**268 347**	**46 863**	**-**	**315 210**	**0,9**	**(3 195)**	**(1,0)**
Subventions en remplacement d'impôt	254 720	0,7	250 412	-	-	250 412	0,7	(4 308)	(1,7)
Autres	63 685	0,2	17 935	46 863	-	64 798	0,2	1 113	1,7
Transferts aux entreprises propres	**193 121r**	**0,5**	**174 885**	**-**	**-**	**174 885**	**0,5**	**(18 226)**	**(9,4)**
Service de la dette	**3 972 585r**	**11,2**	**3 860 920**	**359 287**	**14 922**	**4 205 285**	**11,5**	**232 700**	**5,8**
Intérêts, régimes de retraite	924 042	2,6	1 148 613	-	-	1 148 613	3,1	224 571	24,3
Intérêts, autres	3 012 090r	8,5	2 650 445	348 975	14 922	2 984 498	8,1	(27 592)	(0,9)
Autres	36 453r	0,1	61 862	10 312	-	72 174	0,2	35 721	98,0
Total des dépenses générales brutes	**35 331 408r**	**100,0**	**31 794 192**	**9 429 874**	**4 594 850**	**36 629 216**	**100,0**	**1 297 816**	**3,7**
Total des revenus généraux bruts	**34 092 691r**	**100,0**	**30 180 966**	**10 761 574**	**4 594 850**	**36 347 690**	**100,0**	**2 254 999**	**6,6**
Surplus (Déficit)	**(1 238 708)r**	**-**	**(1 613 226)**	**1 331 700**	**-**	**(281 526)**	**-**	**957 183**	**(77,3)**

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1988-89

Fonction	Catégorie						
	Biens et services		Transferts				Total
	Traitements et salaires	Autres	Entreprises	Institutions publiques	Administrations locales	Autres	
				'000 $			
Services généraux	**1 443 719**	**204 221**	**15 505**	**1 177**	**60**	**17 467**	**1 682 149**
Exécutif et législatif	62 553	36 478	-	-	-	3 194	102 225
Gestion	411 605	120 514	13 192	-	-	2 966	548 277
Contributions au RREGOP	438 020	-	-	-	-	-	438 020
Contributions aux autres régimes de retraite	478 238	-	-	-	-	-	478 238
Autres	53 303	47 229	2 313	1 177	60	11 307	115 389
Protection de la personne et de la propriété	**625 986**	**300 957**	**10 168**	**69**	**8 507**	**66 565**	**1 012 242**
Cours de justice	92 022	18 591	902	-	-	-	111 515
Correction et réhabilitation	94 509	26 621	-	69	-	371	121 570
Police	264 489	88 435	-	-	965	-	353 889
Lutte contre les incendies	1 322	208	-	-	-	-	1 530
Protection du consommateur	23 008	10 585	26	-	-	701	34 320
Services de réglementations	70 395	26 942	-	-	-	-	97 337
Autres	80 221	129 585	9 240	-	7 542	65 493	292 081
Transports et communications	**236 912**	**718 000**	**289 035**	**160**	**174 648**	**1 451**	**1 420 206**
Transport aérien	1 810	32 657	385	-	178	-	35 030
Transport routier	158 088	621 641	15	-	60 588	65	840 397
Transport en commun	5 448	6 550	276 661	160	113 712	842	403 373
Transport par eau	1 244	4 077	10 054	-	95	-	15 470
Télécommunications	42 550	40 052	1 920	-	-	544	85 066
Autres	27 772	13 023	-	-	75	-	40 870
Santé	**63 000**	**2 517 945**	**15 469**	**5 082 286**	**-**	**156 142**	**7 834 842**
Soins hospitaliers	-	116 146	51	4 574 111	-	97 513	4 787 821
Soins médicaux	39 345	2 370 340	-	-	-	-	2 409 685
Soins préventifs	751	17 316	-	467 286	-	17 705	503 058
Autres	22 904	14 143	15 418	40 889	-	40 924	134 278
Services sociaux	**360 615**	**334 121**	**109 274**	**1 438 166**	**-**	**6 568 458**	**8 810 634**
Sécurité sociale	174 000	98 661	-	-	-	3 999 993	4 272 654
Régime de rentes du Québec	22 697	22 234	-	-	-	2 670 019	2 714 950
Assurance-chômage	44 174	-	-	-	-	-	44 174
Accidents de travail	107 129	76 427	-	-	-	791 679	975 235
Supplément au revenu du travail	-	-	-	-	-	17 498	17 498
Allocations de maternité	-	-	-	-	-	10 681	10 681
Allocations familiales	-	-	-	-	-	254 768	254 768
Indemnisation des accidents de véhicules automobiles	-	-	-	-	-	255 348	255 348
Bien-être social	186 615	235 460	109 274	1 438 166	-	2 568 465	4 537 980
Assistance sociale	-	-	-	-	-	2 134 680	2 134 680
Service de bien-être	50 642	73 853	65 942	1 395 809	-	162 193	1 748 439
Paiements à titre gracieux et allocations	61	20	-	-	-	40	121
Autres dépenses de bien-être social	-	33 480	-	-	-	190	33 670
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	-	-	27 914	-	-	220 489	248 403
Autres services sociaux	135 912	128 107	15 418	42 357	-	50 873	372 667
Éducation	**75 457**	**48 086**	**88**	**7 255 686**	**-**	**693 121**	**8 072 458**
Élémentaire et secondaire	51 473	34 214	74	4 768 901	-	234 525	5 089 187
Collégial	12 681	6 921	-	894 421	-	190 290	1 104 313
Universitaire	10 646	6 878	-	1 324 852	-	117 429	1 459 785
Services particuliers de recyclage	611	-	14	267 542	-	150 877	419 044
Autres	46	83	-	-	-	-	129

Tableau 2.3 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1988-89

Fonction	Catégorie						
	Biens et services		Transferts				Total
	Traitements et salaires	Autres	Entreprises	Institutions publiques	Administrations locales	Autres	
				'000 $			
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**399 154**	**356 645**	**356 757**	**4 236**	**21 925**	**325 011**	**1 473 728**
Agriculture	119 450	61 259	172 194	2 656	4 845	305 581	665 985
Chasse et pêche	44 008	16 332	6 563	-	3 583	2 466	72 952
Forêts	90 781	143 745	53 208	186	-	84	288 004
Mines	16 557	14 593	14 261	34	-	-	45 445
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	25 704	38 639	5 213	-	1 739	8 711	80 006
Commerce et industrie	64 813	57 535	104 536	366	11 620	7 699	246 569
Eau	-	-	-	-	-	-	-
Autres	37 841	34 542	782	994	138	470	74 767
Environnement	**53 602**	**46 295**	**7 522**	**566**	**162 816**	**950**	**271 751**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	18 649	13 112	14	-	158 996	224	190 995
Contrôle de la pollution	6 134	13 912	-	-	3 761	11	23 818
Autres	28 819	19 271	7 508	566	59	715	56 938
Loisirs et culture	**105 780**	**194 904**	**35 379**	**2 187**	**35 432**	**93 318**	**466 920**
Loisirs	50 442	44 298	290	1 219	9 055	36 470	141 774
Culture	53 783	149 609	35 089	888	26 377	56 848	322 594
Autres	1 555	997	-	-	-	-	2 552
Travail, emploi et immigration	**187 740**	**59 084**	**39 361**	**-**	**133**	**13 048**	**299 366**
Travail et emploi	163 730	48 074	39 361	-	133	9 066	260 364
Immigration	24 010	11 010	-	-	-	3 982	39 002
Logement	**19 411**	**133 429**	**-**	**-**	**35 557**	**243 256**	**431 653**
Opérations relatives au logement	19 411	133 429	-	-	35 557	229 591	417 988
Aide au logement	-	-	-	-	-	13 665	13 665
Planification et aménagement des régions	**29 770**	**20 210**	**6 977**	**33**	**36 540**	**7 581**	**101 111**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	2 477	243	-	-	11 097	568	14 385
Aménagement des régions	10 253	5 506	6 977	30	5 456	7 013	35 235
Autres	17 040	14 461	-	3	19 987	-	51 491
Établissements de recherche	**6 115**	**6 039**	**6 578**	**2 087**	**-**	**35 947**	**56 766**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**-**	**-**	**-**	**-**	**315 210**	**-**	**315 210**
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	250 412	-	250 412
Autres	-	-	-	-	64 798	-	64 798
Transferts aux entreprises propres	**-**	**-**	**174 885**	**-**	**-**	**-**	**174 885**
Service de la dette	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**4 205 285**	**4 205 285**
Intérêts, régimes de retraite	-	-	-	-	-	1 148 613	1 148 613
Intérêts, autres	-	-	-	-	-	2 984 498	2 984 498
Autres	-	-	-	-	-	72 174	72 174
Total	**3 607 241**	**4 949 956**	**1 067 088**	**13 786 583**	**798 828**	**12 427 600**	**36 629 216**

Tableau 2.4
Actif financier du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1988 et 1989

Actif financier	31 mars 1988				31 mars 1989			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Encaisse et dépôts	**634 270**	**19 325 056**	**-**	**19 959 326**	**499 535**	**20 668 499**	**-**	**21 168 034**
Encaisse	156 736	31 673	-	188 409	78 025	55 066	-	133 091
Dépôts dans les institutions financières gouvernementales	-	19 086 490	-	19 086 490	-	20 347 909	-	20 347 909
Dépôts dans les banques à charte	354 690	185 929	-	540 619	326 363	241 685	-	568 048
Dépôts dans d'autres institutions financières	122 844	20 964	-	143 808	95 147	23 839	-	118 986
Effets à recevoir	**2 305 034**	**2 455 944**	**1 939 739**	**2 821 239**	**2 686 417**	**2 805 758**	**2 226 831**	**3 265 344**
Impôts	1 638 826	133 183	-	1 772 009	1 724 262	142 683	-	1 866 945
Intérêts	23 390	279 175	-	302 565	27 231	225 543	-	252 774
Comptes clients	43 005	71 735	-	114 740	53 873	83 107	-	136 980
Administrations publiques	574 040	1 818 707	1 939 739	453 008	477 013	2 149 229	2 226 831	399 411
Administration fédérale	313 667	390	-	314 057	230 899	2 866	-	233 765
Administration provinciale	260 373	1 679 366	1 939 739	-	246 114	1 980 717	2 226 831	-
Administrations locales	-	138 951	-	138 951	-	165 646	-	165 646
Entreprises publiques	49 000	77 040	-	126 040	327 500	80 199	-	407 699
Entreprises fédérales	-	77 040	-	77 040	-	80 199	-	80 199
Entreprises provinciales	49 000	-	-	49 000	327 500	-	-	327 500
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(23 227)	76 104	-	52 877	76 538	124 997	-	201 535
Avances	**336 556**	**453 731**	**189 695**	**600 592**	**448 030**	**587 425**	**300 801**	**734 654**
Aux administrations publiques	207 729	-	189 695	18 034	317 825	-	300 801	17 024
Administration provinciale	197 577	-	189 695	7 882	308 683	-	300 801	7 882
Gouvernement du Québec	189 695	-	189 695	-	300 801	-	300 801	-
Institutions publiques	7 882	-	-	7 882	7 882	-	-	7 882
Administrations locales	10 152	-	-	10 152	9 142	-	-	9 142
Entreprises publiques	26 280	-	-	26 280	35 254	-	-	35 254
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	26 280	-	-	26 280	35 254	-	-	35 254
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	76 858	-	-	76 858	73 658	9	-	73 667
Entreprises privées	25 689	438 761	-	464 450	21 293	574 736	-	596 029
Universités	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	14 970	-	14 970	-	12 680	-	12 680
Titres	**9 688 510**	**939 062**	**794 198**	**9 813 374**	**10 214 552**	**1 062 112**	**738 020**	**10 538 644**
Bons du trésor	49 596	-	49 596	-	118 655	-	89 085	29 570
Obligations	722 972	189 362	576 801	335 533	675 181	286 998	490 035	472 144
Administrations publiques	654 679	173 071	576 801	250 949	629 062	273 395	490 035	412 422
Administration fédérale	23 500	-	-	23 500	86 850	-	-	86 850
Administration provinciale	575 638	172 418	576 801	171 255	488 936	273 015	490 035	271 916
Gouvernement du Québec	575 638	1 163	576 801	-	488 936	1 099	490 035	-
Institutions publiques	-	171 255	-	171 255	-	271 916	-	271 916
Autres provinces	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations locales	55 541	653	-	56 194	53 276	380	-	53 656
Entreprises publiques	28 293	-	-	28 293	6 119	-	-	6 119
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	28 293	-	-	28 293	6 119	-	-	6 119
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur privé	40 000	16 291	-	56 291	40 000	13 603	-	53 603
Entreprises	40 000	-	-	40 000	40 000	-	-	40 000
Autres	-	16 291	-	16 291	-	13 603	-	13 603
Actions	8 895 942	73 553	167 801	8 801 694	9 420 716	109 196	158 900	9 371 012
Administration publique provinciale	167 801	-	167 801	-	158 900	-	158 900	-
Entreprises publiques provinciales	8 718 039	-	-	8 718 039	9 251 714	-	-	9 251 714
Entreprises privées	10 102	73 553	-	83 655	10 102	109 196	-	119 298

Tableau 2.4 (suite)
Actif financier du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1988 et 1989

Actif financier	31 mars 1988				31 mars 1989			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Hypothèques et contrats de vente	-	638 373	-	638 373	-	624 395	-	624 395
Hypothèques en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	-	514 939	-	514 939	-	511 659	-	511 659
Autres	-	123 434	-	123 434	-	112 736	-	112 736
Autres titres	-	37 774	-	37 774	-	41 523	-	41 523
Autres actifs financiers	**247 832**	**112 756**	**14 488**	**346 100**	**96 510**	**104 755**	**14 119**	**187 146**
Administration provinciale	-	14 488	14 488	-	-	14 119	14 119	-
Autres	247 832	98 268	-	346 100	96 510	90 636	-	187 146
Total de l'actif financier	**13 192 202**	**23 286 549**	**2 938 120**	**33 540 631**	**13 945 044**	**25 228 549**	**3 279 771**	**35 885 822**
Total du passif	**43 405 694r**	**7 189 295r**	**2 938 120**	**47 656 869r**	**45 771 762**	**7 799 585**	**3 279 771**	**50 291 586**
Avoir net (dette nette)	**(30 213 492)r**	**16 097 254r**		**-(14 116 238)r**	**(31 826 718)**	**17 428 954**		**- (14 397 764)**

Tableau 2.5
Passif du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1988 et 1989

Passif	31 mars 1988				31 mars 1989			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Emprunts auprès d'institutions financières	**344 442**	**1 136 480**	**-**	**1 480 922**	**389 445**	**1 366 838**	**-**	**1 756 283**
Découverts bancaires	344 442	106 709	-	451 151	389 445	155 267	-	544 712
Emprunts bancaires	-	904 179	-	904 179	-	1 114 623	-	1 114 623
Autres institutions financières	-	125 592	-	125 592	-	96 948	-	96 948
Effets à payer	**4 205 026**	**1 053 631**	**680 459**	**4 578 198**	**4 004 781**	**1 004 779**	**638 965**	**4 370 595**
Titres échus en circulation	-	-	-	-	-	214	-	214
Intérêts	1 314 921	95 180	-	1 410 101	1 369 606	100 431	-	1 470 037
Comptes-fournisseurs	122 100	530 317	-	652 417	118 300	270 145	-	388 445
Administrations publiques	2 083 048	281 138	680 459	1 683 727	1 864 229	249 762	638 965	1 475 026
Administration fédérale	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	1 805 739r	278 559	680 459	1 403 839r	1 591 051	246 607	638 965	1 198 693
Gouvernement du Québec	401 900	278 559	680 459	-	392 851	246 114	638 965	-
Institutions publiques	1 403 839r	-	-	1 403 839r	1 198 200	493	-	1 198 693
Administrations locales	277 309r	2 579	-	279 888r	273 178	3 155	-	276 333
Entreprises publiques	323 857	-	-	323 857	180 800	-	-	180 800
Entreprises provinciales	323 857	-	-	323 857	180 800	-	-	180 800
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	361 100	146 996	-	508 096	471 846	384 227	-	856 073
Universités	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	361 100	146 996	-	508 096	471 846	384 227	-	856 073
Avances	**376 683**	**488 624**	**375 252**	**490 055**	**373 262**	**461 384**	**396 113**	**438 533**
Administrations publiques	340 019	375 252	375 252	340 019	337 236	396 201	396 113	337 324
Administration fédérale	337 219	-	-	337 219	334 436	88	-	334 524
Administration provinciale	2 800	375 252	375 252	2 800	2 800	396 113	396 113	2 800
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	36 664	111 544	-	148 208	36 026	63 365	-	99 391
Entreprises fédérales	36 664	61 544	-	98 208	36 026	61 365	-	97 391
Entreprises provinciales	-	50 000	-	50 000	-	2 000	-	2 000
Banques à charte	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres institutions financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	1 828	-	1 828	-	1 818	-	1 818
Bons du trésor	**1 755 000**	**-**	**49 596**	**1 705 404**	**1 705 000**	**-**	**89 085**	**1 615 915**
Obligations d'épargne	**2 731 345**	**-**	**-**	**2 731 345**	**2 360 451**	**-**	**-**	**2 360 451**
Obligations	**20 419 766**	**3 081 084**	**703 953**	**22 797 697**	**21 280 137**	**3 988 600**	**616 645**	**24 632 092**
Administrations publiques	702 288	127 152	703 953	125 487	618 433	126 610	616 645	128 398
Régime de pensions du Canada	125 487	-	-	125 487	128 398	-	-	128 398
Administration provinciale	576 801	127 152	703 953	-	490 035	126 610	616 645	-
Entreprises provinciales	6 196 200	-	-	6 196 200	5 928 300	-	-	5 928 300
À la collectivité	13 521 278	2 954 732	-	16 476 010	14 713 404	3 861 990	-	18 575 394
Au Canada	6 876 247	2 954 732	-	9 830 979	8 452 361	3 861 990	-	12 314 351
Aux États-Unis	3 541 809	-	-	3 541 809	3 741 488	-	-	3 741 488
À des pays étrangers autres que les États-Unis	3 103 222	-	-	3 103 222	2 519 555	-	-	2 519 555
Autres titres	**1 965 477**	**770 634**	**109 503**	**2 626 608**	**1 918 432**	**334 767**	**99 503**	**2 153 696**
Administration provinciale	-	109 503	109 503	-	-	99 503	99 503	-
Entreprises publiques provinciales (autres provinces)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 965 477	661 131	-	2 626 608	1 918 432	235 264	-	2 153 696
Dépôts	**52 248**	**27 284**	**-**	**79 532**	**54 354**	**24 888**	**-**	**79 242**
Administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	52 248	27 284	-	79 532	54 354	24 888	-	79 242

Tableau 2.5 (suite)
Passif du gouvernement du Québec par composante, 31 mars 1988 et 1989

Passif	31 mars 1988				31 mars 1989			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Régimes de retraite	**11 555 707**	**-**	**-**	**11 555 707**	**13 189 751**	**-**	**-**	**13 189 751**
Autres créances	**-r**	**630 758r**	**1 019 357**	**(388 599)r**	**516 149**	**618 339**	**1 439 460**	**(304 972)**
Administrations publiques	-	14 044	14 044	-	-	18 457	18 457	-
Administration provinciale	-	14 044	14 044	-	-	18 457	18 457	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-r	616 714r	1 005 313	(388 599)r	516 149	599 882	1 421 003	(304 972)
Revenus différés	-	605 886	-	605 886	-	599 337	-	599 337
Autres	-r	9 828	1 005 313	(995 485)r	516 149	545	1 421 003	(904 309)
Total du passif	**43 405 694r**	**7 189 295r**	**2 938 120**	**47 656 869r**	**45 771 762**	**7 799 585**	**3 279 771**	**50 291 586**
Total de l'actif financier	**13 192 202**	**23 286 549**	**2 938 120**	**33 540 631**	**13 945 044**	**25 228 549**	**3 279 771**	**35 885 822**
Avoir net (dette nette)	**(30 213 492)r**	**16 097 254r**		**- (14 116 238)r**	**(31 826 718)**	**17 428 964**		**- (14 397 764)**

Tableau 2.6
Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, 1988-89

	1988-89
	'000 $
Provenance des ressources financières	**4 025 221**
Variation de l'actif financier	197 794
Diminution des obligations détenues des entreprises publiques	22 174
Diminution des obligations détenues du secteur privé	2 688
Diminution des hypothèques et contrats de vente détenus	13 978
Diminution des autres actifs financiers	158 954
Variation du passif	3 827 427
Augmentation des emprunts auprès d'institutions financières	275 361
Augmentation des obligations émises	1 834 395
Augmentation des régimes de retraite	1 634 044
Augmentation des autres créances dues	83 627
Utilisation des ressources financières	**4 025 221**
Variation de l'actif financier	2 550 985
Augmentation de l'encaisse et des dépôts	1 208 708
Augmentation des effets à recevoir	444 105
Augmentation des avances versées	134 062
Augmentation des bons du trésor	29 570
Augmentation des obligations détenues des administrations publiques	161 473
Augmentation des actions détenues	569 318
Augmentation des autres titres détenus	3 749
Variation du passif	1 192 710
Diminution des effets à payer	207 603
Diminution des avances reçues	51 522
Diminution des bons du trésor émis	89 489
Diminution des obligations d'épargne émises	370 894
Diminution des titres émis	472 912
Diminution des dépôts dus	290
Déficit selon la gestion financière	281 526

Tableau 2.7
Réconciliation des revenus et des dépenses du gouvernement du Québec sur la base des Comptes publics avec les données sur la base du système de gestion financière (SGF), 1988-89

	Revenus	Dépenses	Revenus moins dépenses
		'000 $	
Total selon les Comptes publics	**29 964 882**	**31 578 118**	**(1 613 236)**
Ajustements pour l'obtention des données SGF	**6 382 798**	**5 051 098**	**1 331 700**
Traitement brut/net des données	216 074	216 074	-
Taxe spéciale sur le tabac	121 260	121 260	-
Allocations familiales	84 687	84 687	-
Allocations de disponibilité	64 276	64 276	-
Allocations à la naissance	67 702	67 702	-
Remboursements d'impôt foncier	88 511	88 511	-
Recouvrements de dépenses	(164 221)	(164 221)	-
Taxes payées par les ministères	(46 141)	(46 141)	-
Addition nette des fonds spéciaux	6 166 724	4 835 024	1 331 700
Fonds spéciaux	10 761 574	9 429 874	1 331 700
CSST	1 798 832	1 214 823	584 009
RAAQ	907 991	464 959	443 032
RAMQ	2 451 089	2 450 668	421
RRQ	3 116 525	2 746 995	369 530
SHQ	385 401	503 660	(118 259)
Autres	2 180 620	2 127 653	52 967
Transactions des fonds spéciaux entre eux	(78 884)	(78 884)	-
Éliminations	(4 594 850)	(4 594 850)	-
Montants reçus des ministères	(4 332 022)	(4 332 022)	-
Montants versés aux ministères	(132 631)	(132 631)	-
Contributions à certains régimes (RRQ, RAMQ, CSST)	(130 197)	(130 197)	-
Total sur la base du système de gestion financière	**36 347 680**	**36 629 216**	**(281 536)**

Tableau 2.8
Réconciliation de l'actif et du passif du gouvernement du Québec sur la base des Comptes publics avec les données sur la base du système de gestion financière (SGF), 31 mars 1989

	Actif financier	Passif	Actif financier moins passif
		'000 $	
Total selon les Comptes publics	**13 419 082**	**45 245 800**	**(31 826 718)**
Ajustement pour l'obtention des données SGF	**22 474 740**	**5 045 786**	**17 428 954**
Traitement brut/net des données	525 962	525 962	-
Fonds d'amortissement	525 962	525 962	-
Ajustements de l'univers	21 948 778	4 519 824	17 428 954
Fonds spéciaux	25 228 549	7 799 595	17 428 954
Éliminations	(3 279 771)	(3 279 771)	-
Montants dus par les ministères	(1 995 935)	(1 995 935)	-
Montants dus aux ministères	(1 283 836)	(1 283 836)	-
Total sur la base du système de gestion financière	**35 893 822**	**50 291 586**	**(14 397 764)**

Tableau 2.9
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89

Source	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					'000 $					
Revenus de sources propres	**12 012 811r**	**13 606 902r**	**16 324 537r**	**17 752 909r**	**19 118 252r**	**20 427 050r**	**22 770 238r**	**25 113 761r**	**27 989 060r**	**29 826 844**
Impôts sur le revenu	5 233 410	5 985 900	6 641 455	6 886 767	7 256 888	7 794 923	8 635 763	9 108 500	10 426 390	11 001 002
Taxes à la consommation	2 565 348	2 769 310	3 296 135	3 842 967	4 230 554	4 440 644	5 281 024	5 889 795	6 330 922	6 687 992
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	1 774 353	2 001 137	2 910 605	2 938 226	3 247 335	3 379 897	3 649 277	4 284 010	4 939 073	5 438 062
Impôts divers	216 233	291 167	471 940	664 758	704 868	742 802	764 386	841 858	909 883	1 059 626
Revenus provenant des ressources naturelles	122 091	144 963	167 363	114 697	112 747	132 786	128 660	120 277	143 758	145 538
Privilèges, licences et permis	615 082	615 559	646 970	748 392	737 252	827 492	808 417	954 439	1 009 586	1 014 814
Ventes de biens et services	252 276	245 811	283 443	348 837	375 833	397 263	396 282	353 559	368 052	434 368
Revenus de placements	1 133 467	1 406 654	1 680 751	1 912 882	2 143 088	2 429 140	2 867 981	3 289 267	3 579 864	3 741 237
Autres revenus de sources propres	100 551r	146 401r	225 875r	295 383r	309 687r	282 103r	238 448r	272 056r	291 532r	304 205
Transferts	**3 713 378**	**3 850 968**	**4 442 418**	**5 189 757**	**6 237 715**	**6 274 233**	**6 266 205**	**5 856 129**	**6 083 631**	**6 520 846**
Transferts de l'administration fédérale	3 662 145	3 769 001	4 318 193	5 091 830	6 151 158	6 171 211	6 168 769	5 780 699	6 093 311	6 520 489
Transferts des entreprises fédérales	51 233	77 733	116 884	97 927	86 397	102 822	97 196	75 230	-	-
Transferts des administrations locales	-	4 234	7 341	-	160	200	240	200	320	357
Total des revenus généraux bruts	**15 726 189r**	**17 457 870r**	**20 766 955r**	**22 942 666r**	**25 355 967r**	**26 701 283r**	**29 036 443r**	**30 969 890r**	**34 072 691r**	**35 347 690**
Total des dépenses générales brutes	**16 439 167r**	**19 223 957r**	**22 321 315r**	**25 380 666r**	**27 449 685r**	**29 125 872r**	**31 421 450r**	**32 775 290r**	**35 331 400r**	**35 629 216**
Surplus (Déficit)	**(712 978)r**	**(1 766 087)r**	**(1 554 360)r**	**(2 448 000)r**	**(2 093 718)r**	**(2 424 588)r**	**(2 385 007)r**	**(1 805 400)r**	**(1 238 709)r**	**(281 526)**

Tableau 2.10
Répartition des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1979-80 à 1988-89

Source	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					%					
Revenus de sources propres	**76,4**	**77,9**	**78,6**	**77,4**	**75,4**	**76,5**	**78,4**	**81,1**	**82,1**	**82,1**
Impôts sur le revenu	33,3	34,3	32,0	30,0	28,6	29,2	29,7	29,4	30,6	30,3
Taxes à la consommation	16,3	15,8	15,9	16,7	16,7	16,6	18,2	19,0	18,5	18,4
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale	11,3	11,5	14,0	12,8	12,8	12,6	12,6	13,8	14,5	15,0
Impôts divers	1,4	1,7	2,3	2,9	2,8	2,8	2,6	2,7	2,7	2,9
Revenus provenant des ressources naturelles	0,8	0,8	0,8	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Privilèges, licences et permis	3,9	3,5	3,1	3,3	2,9	3,1	2,8	3,1	3,0	2,8
Ventes de biens et services	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4	1,1	1,1	1,2
Revenus de placement	7,2	8,0	8,1	8,3	8,4	9,1	9,9	10,6	10,5	10,3
Autres revenus de sources propres	0,6	0,8	1,1	1,3	1,2	1,1	0,8	0,9	0,8	0,8
Transferts	**23,6**	**22,1**	**21,4**	**22,6**	**24,6**	**23,5**	**21,6**	**18,9**	**17,9**	**17,9**
Transferts de l'administration fédérale	23,3	21,6	20,8	22,2	24,3	23,1	21,2	18,7	17,9	17,9
Transferts des entreprises fédérales	0,3	0,5	0,6	0,4	0,3	0,4	0,3	0,2	-	-
Transferts des administrations locales	-	--	--	-	--	--	--	--	--	--
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 2.11
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1979-80 à 1988-89

Fonction	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					'000 $					
Services généraux	1 466 722r	1 628 703r	1 775 522r	1 827 907r	1 874 815r	1 785 961r	2 001 086r	1 884 447r	2 502 450r	1 682 149
Protection de la personne et de la propriété	486 384	521 339	620 904	600 402	619 027	703 969	834 195	753 649	909 286r	1 012 242
Transports et communications	1 035 885	1 067 668	1 152 488	1 676 624[1]	1 369 523	1 419 407	1 415 443	1 295 585	1 455 349	1 420 206
Santé	3 573 787	3 989 799	4 547 277	5 055 301r	5 423 978	5 906 726	6 299 949	6 760 253	7 297 853r	7 854 842
Services sociaux	3 017 573	3 547 512	4 184 850	5 450 843r	6 140 383	6 848 819	7 354 349	7 880 536	8 426 979r	8 810 634
Éducation	4 035 177r	5 088 640r	5 882 026r	6 074 532r	6 573 897	6 259 899	6 776 974	7 180 344	7 595 415r	8 073 458
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	674 446	714 613	837 820	878 045	1 075 161	1 162 575	1 292 017	1 258 276	1 222 633r	1 472 728
Environnement	82 729	124 511	147 324	167 714	176 413	188 303	205 187	210 779	235 710r	271 751
Loisirs et culture	214 550	255 509	264 851	317 306	315 162	347 171	379 715	328 367	380 789r	466 920
Travail, emploi et immigration	81 269	115 810	132 073	106 365	293 285	270 870	240 981	251 072	278 325r	299 366
Logement	227 633	257 977	214 498	294 130	303 527	289 824	317 544	260 285	387 223	431 653
Planification et aménagement des régions	184 373	140 730	163 252	138 276	170 411	138 179	122 732	112 602	100 397r	101 111
Établissements de recherche	-	-	-	-	-	-	62 202	68 008	53 880	56 766
Transferts à des fins générales aux administrations locales	336 769	187 382	211 213	263 546	270 407	285 564	303 279	316 203	318 405	315 210
Transferts aux entreprises propres	99 689	117 555	117 306	125 218	259 644	285 008	216 141	284 542	193 121	174 895
Service de la dette	922 181r	1 466 209r	2 069 911r	2 414 457r	2 584 052r	3 233 597r	3 599 656r	3 930 344r	3 972 585r	4 205 285
Total des dépenses générales brutes	**16 439 167r**	**19 223 957r**	**22 321 315r**	**25 390 666r**	**27 449 685r**	**29 125 872r**	**31 421 450r**	**32 775 290r**	**35 331 480r**	**36 629 218**
Total des revenus généraux bruts	**15 726 189r**	**17 457 870r**	**20 766 955r**	**22 942 666r**	**25 355 967r**	**26 701 283r**	**29 036 443r**	**30 969 890r**	**34 082 681r**	**36 347 880**
Surplus (Déficit)	**(712 978)r**	**(1 766 087)r**	**(1 554 360)r**	**(2 448 000)r**	**(2 093 718)r**	**(2 424 589)r**	**(2 385 007)r**	**(1 805 400)r**	**(1 238 799)r**	**(281 338)**

1. Cette hausse est attribuable à l'intégration de l'Office des autoroutes.

Tableau 2.12
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, 1979-80 à 1988-89

Fonction	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
						%				
Services généraux	8,9	8,5	7,9	7,2	6,8	6,1	6,4	5,7	7,1	4,6
Protection de la personne et de la propriété	2,9	2,7	2,8	2,4	2,2	2,4	2,6	2,3	2,6	2,8
Transports et communications	6,3	5,6	5,2	6,6	5,0	4,9	4,5	4,0	4,1	3,9
Santé	21,7	20,8	20,4	19,9	19,8	20,3	20,0	20,6	20,7	21,4
Services sociaux	18,4	18,5	18,7	21,7	22,4	23,5	23,4	24,0	23,8	24,0
Éducation	24,5	26,5	26,4	23,9	24,0	21,5	21,6	21,9	21,5	22,0
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	4,1	3,7	3,8	3,5	3,9	4,0	4,1	3,8	3,2	4,0
Environnement	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7
Loisirs et culture	1,3	1,3	1,2	1,3	1,1	1,2	1,2	1,0	1,1	1,3
Travail, emploi et immigration	0,5	0,6	0,6	0,4	1,1	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8
Logement	1,4	1,3	1,0	1,2	1,1	1,0	1,0	0,8	1,1	1,2
Planification et aménagement des régions	1,1	0,7	0,7	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3
Établissements de recherche	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	0,2	0,1
Transferts à des fins générales aux administrations locales	2,0	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
Transferts aux entreprises propres	0,6	0,6	0,5	0,5	1,0	1,0	0,7	0,9	0,5	0,5
Service de la dette	5,6	7,6	9,3	9,5	9,4	11,1	11,4	12,0	11,2	11,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 2.13
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1988-89

Catégorie	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					'000 $					
Biens et services	**5 173 425r**	**5 580 133r**	**6 047 455r**	**6 808 472r**	**6 498 873r**	**7 124 108r**	**7 768 088r**	**7 581 141r**	**8 877 087r**	**8 557 197**
Transferts	**11 265 744r**	**13 643 824r**	**16 273 860r**	**18 782 194r**	**20 958 812r**	**22 601 764r**	**23 653 442r**	**25 214 149r**	**26 453 795r**	**28 072 019**
Particuliers	4 256 221r	5 283 605r	6 602 417r	7 070 364r	7 974 396r	9 292 822r	10 508 251r	11 194 288r	11 880 891r	12 427 600
Entreprises	293 395	429 761	461 904	812 718	934 057	982 131	1 032 171	1 127 643	880 227	1 067 008
Autres échelons de l'administration publique	6 716 128r	7 930 457r	9 209 539r	10 899 112r	12 050 359r	11 726 811r	12 113 020r	12 892 218r	13 692 675	14 577 411
Total des dépenses générales brutes	**16 439 167r**	**19 223 957r**	**22 321 315r**	**25 380 666r**	**27 449 685r**	**29 125 872r**	**31 421 450r**	**32 775 290r**	**35 331 400r**	**36 629 216**
Total des revenus généraux bruts	**15 726 189r**	**17 457 870r**	**20 766 955r**	**22 942 666r**	**25 355 967r**	**26 701 265r**	**29 035 443r**	**30 969 880r**	**34 092 691r**	**36 347 690**
Surplus (Déficit)	**(712 978)r**	**(1 766 087)r**	**(1 554 360)r**	**(2 448 000)r**	**(2 093 718)r**	**(2 424 589)r**	**(2 385 887)r**	**(1 805 480)r**	**(1 238 709)r**	**(281 526)**

Tableau 2.14
Répartition des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, 1979-80 à 1988-89

Catégorie	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					%					
Biens et services	**31,5**	**29,0**	**27,1**	**26,8**	**23,6**	**24,5**	**24,7**	**23,1**	**25,1**	**23,4**
Transferts	**68,5**	**71,0**	**72,9**	**74,0**	**76,4**	**75,5**	**75,3**	**76,9**	**74,9**	**76,6**
Particuliers	25,9	27,5	29,6	27,8	29,0	31,9	33,4	34,2	33,6	33,9
Entreprises	1,8	2,2	2,1	3,2	3,4	3,4	3,3	3,4	2,5	2,9
Autres échelons de l'administration publique	40,8	41,3	41,2	43,0	44,0	40,3	38,6	39,3	38,8	39,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Les revenus et les dépenses sont présentés selon le système de gestion financière qui décrit, d'une façon détaillée, les différentes sources de revenus et les différentes fonctions de dépenses.

LE SYSTÈME STATISTIQUE DE GESTION FINANCIÈRE

Le système statistique de gestion des finances publiques, appelé "système de gestion financière"[1], est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada.

Les revenus et dépenses généraux bruts portent sur les opérations d'un exercice financier et comprennent les revenus et dépenses courants et de nature "capital" de l'univers statistique du gouvernement du Québec.

Les données brutes proviennent des Comptes publics de la province de Québec et des rapports annuels des divers fonds spéciaux. L'information contenue dans ces deux sources de données est codifiée et compilée selon le système statistique de gestion financière.

Revenus

Les revenus sont regroupés selon qu'ils proviennent de sources propres au gouvernement du Québec ou qu'ils résultent de transferts d'autres administrations publiques.

Les revenus de sources propres comprennent les six grandes sources de revenus suivantes:

Impôts

Cette source se subdivise en quatre soit: les impôts sur le revenu, les taxes à la consommation, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale et les impôts divers.

Ressources naturelles

Ces revenus proviennent de l'exploration, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, les revenus provenant de la Loi de l'impôt sur le revenu en sont exclus.

Privilèges, licences et permis

Ces trois groupes de revenus proviennent du fait que l'administration publique impose comme préalable à l'accomplissement de certaines activités ou à l'exercice de certaines fonctions, des droits fixes.

---

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques (68-507F), mars 1984.

Ventes de biens et services

Comme les administrations publiques doivent fournir certains biens et services, celles-ci effectuent des transactions commerciales avec des organismes ou des particuliers du secteur privé et d'autres administrations publiques. Les transactions portant sur les ressources naturelles sont exclues de cette source de revenu pour être portées à la source "Ressources naturelles".

Revenus de placement

Cette source comprend les revenus d'intérêts et de dividendes et les bénéfices remis. Pour cette source, une distinction est faite entre les entreprises publiques propres et les autres revenus de placement.

Autres revenus de sources propres

Nous retrouvons sous cette source, les amendes et pénalités et les revenus ne pouvant être classés dans les sources précédentes.

Les revenus de transfert en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises se subdivisent en deux grandes catégories, soit les transferts à des fins générales et les transferts à des fins particulières.

Transferts à des fins générales

Ces transferts sont alloués, selon certains arrangements précis, entre les gouvernements provinciaux et fédéral mais auxquels aucune fonction n'est attribuée.

Transferts à des fins particulières

Cette source regroupe les transferts qui sont affectés pour une fonction précise de la part du cédant.

Dépenses

Les dépenses sont regroupées selon le type de services offerts par le gouvernement et selon différents programmes homogènes. Pour chaque type de dépenses, on retrouve les dépenses de rémunération des employés, les autres dépenses de biens et services incluant les dépenses en capital et les transferts faits aux différents agents économiques.

Les services offerts se subdivisent en 12 fonctions bien distinctes. Chacune des fonctions comprend différentes sous-fonctions et leurs noms donnent une idée assez précise de ce qu'ils représentent.

Les programmes homogènes sont des fonctions de dépenses pour lesquelles aucun service n'est rendu. Ces programmes sont au nombre de trois et une brève explication s'impose.

Transferts à des fins générales aux administrations locales

Ce programme comprend la redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe de vente au détail ainsi que les subventions aux municipalités. À partir de l'exercice

financier 1980-81, le produit de la taxe de vente est remplacé par une compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation.

Transferts aux entreprises propres

Toutes sommes versées pour le fonctionnement ou pour combler le déficit d'une entreprise publique provinciale sont incluses dans ce programme.

Service de la dette

On retrouve sous ce programme, tout montant versé pour la dette sauf les remboursements de la dette en cours (remboursement du principal des emprunts). Ce programme inclut aussi les intérêts relatifs aux régimes de retraite.

CLASSIFICATION DES DÉPENSES SELON LA CATÉGORIE

Six catégories sont utilisées pour classer les dépenses.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents et occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux surnuméraires du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministères, aux juges et aux membres de la Sureté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Autres dépenses de biens et services

Cette catégorie regroupe toutes les autres dépenses de fonctionnement tels les services de transport et de communication, les services professionnels et administratifs, les dépenses d'entretien et de réparations, de loyers, de fournitures et d'approvisionnements, de matériels et d'équipements. Elle inclut aussi les dépenses de capital, soit l'achat et la modification des biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

Transferts aux entreprises

Cette catégorie regroupe les transferts aux entreprises publiques fédérales, provinciales et locales ainsi qu'aux entreprises privées.

Transferts aux institutions publiques

Cette catégorie regroupe les montants versés aux commissions scolaires, aux cégeps, aux universités, aux centres hospitaliers et centres d'accueil publics, aux centres locaux de services communautaires (CLSC), aux conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) et aux centres de services sociaux (CSS).

Transferts aux administrations locales

Cette catégorie regroupe les montants versés aux municipalités, aux offices municipaux d'habitation, aux régies intermunicipales, aux communautés urbaines et régionales et aux municipalités régionales de comté.

Transferts autres

Cette catégorie regroupe les transferts versés à d'autres entités tels les particuliers, les institutions privées d'éducation, les centres hospitaliers et d'accueil privés et les institutions à but non lucratif.

CLASSIFICATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'un des principaux objectifs du système statistique de gestion financière étant de permettre la comparaison entre les données des différentes administrations publiques, certains ajustements sont faits sur les principes de base du bilan. Les principaux ajustements sont les suivants:

- aucune distinction n'est faite entre les dépenses d'immobilisation et les dépenses de fonctionnement;
- toutes les transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec sont annulées à la colonne éliminations;
- la dette assumée est considérée comme une dette pour l'administration qui effectue les remboursements.

La classification des principaux éléments de l'actif comprend les catégories suivantes:

Encaisse et dépôts

Regroupe l'encaisse disponible ainsi que les dépôts.

Effets à recevoir

Cette catégorie comprend les sommes exigibles de même que les sommes accumulées.

Avances

Tous les prêts et avances sont regroupés selon la présentation qui en est faite par le gouvernement du Québec. Cependant, lorsqu'il devient évident qu'une administration publique émet des valeurs mobilières à la suite de fonds reçus, ces valeurs ne sont plus considérées comme prêts ou avances mais comme placements.

Titres

Cette catégorie regroupe les montants investis dans les valeurs mobilières, lesquelles se répartissent sous la rubrique "obligations" (destinées ou non au marché), sous la rubrique "actions" qui regroupe le capital-actions des organismes dont le gouvernement est majoritaire (plus de 50%) et sous la rubrique "hypothèques".

Autres éléments de l'actif

Tous les éléments de l'actif qui ne font pas partie des catégories susmentionnées sont regroupées dans cette dernière.

La classification des principaux éléments du passif trouve sa contrepartie dans les définitions données pour l'actif.

CLASSIFICATION DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

L'état de la provenance et de l'utilisation des fonds permet de voir en dehors de l'état des revenus et des dépenses, la provenance des fonds et l'utilisation qui en est faite. La procédure employée dans le secteur public ne diffère pas tellement de celle employée dans le secteur privé car tous les deux indiquent les fonds perçus d'une diminution de l'actif ou d'une augmentation du passif, de même que les fonds utilisés pour une augmentation de l'actif ou une diminution du passif.

D'autre part, les revenus et les dépenses de capital de l'administration publique étant compris dans les revenus et dépenses généraux bruts, on ne retrouve pas de postes spécifiques dans leurs cas.

LES SÉRIES CHRONOLOGIQUES

Les séries chronologiques ont été modifiées en profondeur cette année. Les données des années antérieures ont été révisées pour tenir compte des changements importants durant la période 1979-80 à 1988-89. Le principal changement concerne les régimes de retraite. Ainsi, les données sur les régimes de retraite ont été révisées à partir de 1979-80 et sont conformes à la définition utilisée en 1988-89.

L'univers statistique utilisé est défini dans la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec[1], dont l'organigramme présenté à l'avant-propos résume les grandes lignes. Notre publication porte sur la section "gouvernement du Québec" qui regroupe les ministères et les fonds spéciaux.

LES MINISTÈRES

Les ministères constituent la principale forme organisationnelle de l'administration publique et leur direction est assurée directement par les élus (ministres). Avec les fonds spéciaux, sauf exception, ils représentent l'ensemble des pouvoirs exercés directement par le gouvernement du Québec.

De façon à bien identifier les différents ministères, la liste des ministères de 1988-89 est présentée ci-dessous.

Affaires culturelles
Affaires internationales
Affaires municipales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Approvisionnements et Services
Assemblée nationale
Commerce extérieur et Développement technologique
Communautés culturelles et Immigration
Communications
Conseil du trésor
Conseil exécutif
Éducation
Énergie et Ressources
Enseignement supérieur et Science
Environnement
Finances
Industrie, Commerce et Technologie
Justice
Loisir, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Office de planification et de développement du Québec
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif
Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Revenu
Santé et Services sociaux
Sécurité publique
Tourisme
Transports
Travail

LES FONDS SPÉCIAUX

Les fonds spéciaux sont des organismes autonomes qui remplissent des fonctions semblables à celles des ministères et ayant, en général, une administration et une comptabilité séparées de celles des ministères. Ils constituent souvent le prolongement spécialisé des ministères.

Nous incluons également dans la catégorie des fonds spéciaux, les fonds administrés par le gouvernement et qui ne produisent pas de rapport financier séparé des comptes publics. La majorité de ces fonds sont des "fonds renouvelables".

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques financières, Univers du secteur public au Québec 1987, 2e trimestre 1988.

Il faut remarquer que selon la classification du FMI[2], les systèmes de sécurité sociale constituent un sous- secteur des administrations publiques. Ce sous-secteur comprend les régimes imposés, contrôlés ou financés par les pouvoirs publics en vue de fournir des prestations à la collectivité ou à des groupes importants de celle-ci. Les systèmes de sécurité sociale peuvent avoir plusieurs fonctions et fournir des avantages couvrant le troisième âge, l'invalidité ou la mort, la maladie et la maternité, les accidents du travail, le chômage, les allocations familiales, les soins médicaux, etc. Ces systèmes donnent lieu à des cotisations obligatoires des employés et/ou employeurs, soit dans l'ensemble de la collectivité ou dans une partie de celle-ci.

En vertu de cette définition, quatre fonds spéciaux du gouvernement du Québec, soit la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des rentes du Québec feraient partie de ce sous-secteur.

De façon à mieux situer ce que sont les fonds spéciaux du gouvernement du Québec, nous en présentons la liste ci-dessous.

À noter que cette liste peut différer de celle de la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec. En effet, la publication intitulée Univers du secteur public au Québec 1987 comprend les fonds spéciaux au 30 juin 1987 alors que la présente publication comprend les fonds spéciaux en opération durant l'année 1988-89.

Fonds spéciaux du gouvernement du Québec en 1988-89

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Centre québécois pour l'informatisation de la production
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission de la construction du Québec
Commission de la qualité de l'environnement Kativik
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission de reconnaissance des associations d'artistes
Commission des normes du travail
Commission des services juridiques
Corporation d'hébergement du Québec
Curateur public
Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
Institut de recherche en santé et sécurité du travail
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut québécois de recherche sur la culture
Institut québécois du cinéma
Musée d'Art contemporain de Montréal

2. International Monetary Fund, A Manual on Government Finance Statistics, 1986, p. 15.

Musée de la Civilisation
Musée des beaux-arts de Montréal
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office du crédit agricole du Québec
Office franco-québécois pour la jeunesse
Régie de l'assurance automobile du Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des marchés agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société d'aménagement de l'Outaouais
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)
Société d'investissement jeunesse
Société de développement des coopératives
Société de développement industriel du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de radio-télvision du Québec
Société du Grand-Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel du centre du Québec
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
Société générale des industries culturelles du Québec
Société immobilière du Québec
Société Parc-Autos du Québec Métropolitain
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise d'information juridique

Fonds spéciaux administrés[3] par le gouvernement du Québec en 1988-89

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de relance industrielle
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement-média
Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental
Fonds renouvelable du service de la cartographie
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
Fonds spéciaux du crédit agricole

---

3. Ces fonds sont différents de ceux énumérés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

Annexe 3 - Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les Comptes publics 1988-89

Cette annexe constitue un supplément statistique aux Comptes publics 1988-89 de la province de Québec et correspond à la partie I de nos publications annuelles antérieures à 1983-84. Contrairement aux données de la présente publication où l'information contenue dans les Comptes publics et dans les rapports financiers annuels des fonds spéciaux est traitée pour la rendre conforme au système de gestion des finances publiques, l'information présentée à l'annexe 3 est telle qu'elle apparaît aux Comptes publics. Aucun traitement n'est effectué pour rendre cette information conforme au concept de gouvernement du Québec tel que présenté précédemment. Notons cependant qu'au chapitre 2, deux tableaux présentent une réconciliation entre les données de base, soit les Comptes publics, et celles présentées selon le système de gestion financière.

Les tableaux de l'annexe 3 réunissent diverses informations contenues dans les Comptes publics de la province de Québec des dix dernières années. Cependant, aucun ajustement n'est effectué, dans la série chronologique, pour rendre les données comparables d'une année à l'autre. Les données présentées sont conformes à celles apparaissant dans les Comptes publics des années concernées.

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 3.1
Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89

Exercice financier[1]	Dollars courants			Dollars constants de 1981[2]		
	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme[3]	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme
	'000 $					
1979-80	13 306 670	15 123 200	8 987 945	..	..	..
1980-81	14 719 305	17 596 659	11 504 654	..	..	..
1981-82	17 471 574	20 359 807	12 826 169	17 471 574	20 359 807	12 826 169
1982-83	19 210 266	22 259 296	14 850 091	17 543 622	20 328 124	13 561 727
1983-84	21 410 969	24 523 514	16 924 572	18 537 635	21 232 480	14 653 309
1984-85	22 310 027	25 542 489	19 217 568	18 529 923	21 214 692	15 961 435
1985-86	24 080 778	27 222 178	21 996 961	19 187 871	21 690 978	17 527 459
1986-87	25 646 247	28 465 454	24 051 417	19 637 249	21 795 907	18 416 093
1987-88	28 363 891	30 738 141	25 064 023	21 104 086	22 870 641	18 648 827
1988-89	29 964 892	31 578 118	25 386 320	21 480 209	22 636 644	18 198 079

1. L'exercice financier du gouvernement du Québec s'étend du 1er avril au 31 mars.
2. La conversion des revenus bruts, des dépenses brutes et de la dette à long terme du gouvernement du Québec en dollars constants de 1981 se fait à partir de l'indice de prix à pondération fixe de la dépense nationale brute. Cet indice provient de la publication Comptes nationaux des revenus et des dépenses, système de comptabilité nationale (13-001) de Statistique Canada, tableau 22 (demande intérieure finale).
3. La dette à long terme du gouvernement du Québec comprend les obligations (moins le fonds d'amortissement) et les autres emprunts à long terme (moins le fonds d'amortissement) à la fin de l'exercice financier. Les bons du trésor sont exclus de la dette à long terme, car ils ont une durée inférieure à un an; ils font cependant partie de la dette publique.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.2
Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, 1979-80 à 1988-89

Description	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
Revenus bruts du gouvernement du Québec ('000 000 $)	13 307	14 719	17 472	19 210	21 411	22 310	24 081	25 646	28 364	29 965
Revenu personnel au Québec1 ('000 000 $)	55 825	63 473	73 009	79 999	83 950	91 186r	97 598r	103 540r	113 069r	122 876
Revenus bruts du gouvernement du Québec en pourcentage du revenu personnel (%)	23,8	23,2	23,9	24,0	25,5	24,5r	24,6r	24,8r	25,1r	24,4
Dépenses brutes du gouvernement du Québec ('000 000 $)	15 123	17 597	20 360	22 259	24 524	25 542	27 222	28 465	30 738	31 578
P.I.B. du Québec1 (au prix du marché) ('000 000 $)	64 939	72 220	81 513	86 228	92 274	100 991r	107 944r	117 219r	131 014r	144 031
Dépenses brutes du gouvernement du Québec en pourcentage du P.I.B. (%)	23,3	24,4	25,0	25,8	26,6	25,3	25,2r	24,3r	23,5r	21,9
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec ('000 000 $)	1 561	1 806	2 030	2 187	2 267	2 403	2 495	2 534	2 876	2 900
Rémunération des salariés au Québec ('000 000 $)	38 545	43 661	49 430	51 790	53 738	57 889r	61 753r	65 701r	72 251r	78 849
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec en pourcentage des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec1 (%)	4,1	4,1	4,1	4,2	4,2	4,1	4,0	3,8	4,0	3,7
Dette à long terme du gouvernement du Québec ('000 000 $)	8 988	11 505	12 826	14 850	16 925	19 218	21 997	24 051	25 064	25 386
Dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec2 (%)	61,1	65,8	66,8	69,4	75,9	79,8	85,8	84,8	85,4	81,8

1. Les données relatives au produit intérieur brut du Québec, au revenu personnel et aux salaires, traitements et revenus complémentaires portent sur l'année civile.
2. Le calcul de la dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec repose sur le montant de la dette à long terme à la fin d'un exercice financier et sur les revenus bruts de l'exercice financier suivant. Par exemple, la dette à long terme au 31 mars 1988 est comparée avec les revenus bruts de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1989. Par ailleurs, la dette à long terme au 31 mars 1989 est comparée avec la prévision des revenus budgétaires de 1989-90, indiquée dans le discours du budget 1989-90 (31 018 000 000 $).

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Discours sur le budget: budget 1989-90.
Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et dépenses, Édition 1989.
Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.3
Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1979-80 à 1988-89

Description	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					'000 $					
Affaires culturelles	74 100	90 562	108 220	120 788	135 169	161 950	183 876	194 892	216 049	249 955
Affaires internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	71 214
Affaires municipales	321 398	480 798	410 724	421 909	451 946	505 718	390 894	732 568	589 605	568 453
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	278 558	347 057	373 932	422 022	407 978	461 419	515 896	505 955	548 343	571 790
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	30 697	60 613	83 416
Assemblée nationale	33 936	36 530	41 859	45 791	61 890	84 913	62 862	56 207	56 142	61 425
CARRA	-	-	-	608 366	659 020	-	-	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	4 783	13 498	18 196	25 136	23 343	44 277	25 506
Communautés culturelles et immigration	18 498	26 808	21 270	35 027	42 557	45 552	49 993	28 538	33 185	39 095
Communications	113 594	132 486	139 471	154 720	171 905	207 043	227 974	225 828	181 896	113 410
Conseil du trésor	5 686	5 802	7 299	9 279	8 172	12 745	16 032	17 182	16 949	18 364
Conseil exécutif	96 538	134 582	296 633	139 210	146 317	178 279	54 611	33 778	33 579	37 662
Éducation	3 999 768	5 047 962	5 914 117	6 108 932	6 589 002	6 293 063	4 730 472	4 711 088	5 050 813	5 424 387
Énergie et Ressources	198 100	192 064	254 565	249 345	282 176	349 981	360 389	358 260	394 052	454 933
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	9 856	27 570	2 300 802	2 518 458	2 638 789	2 808 299
Environnement	41 366	83 014	89 837	111 379	123 500	141 548	170 016	253 049	295 644	359 533
Finances	909 260	1 252 643	1 713 852	1 965 802	2 370 701	2 506 965	2 826 133	2 845 095	2 861 569	2 818 242
Fonction publique	459 792	527 141	691 382	146 041	160 546	-	-	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	597	247 139	296 986	344 475	370 232	-	-	-
Industrie, Commerce et Technologie	128 208	158 499	149 816	157 957	295 948	368 068	326 129	314 366	215 176	302 550
Institutions financières et Coopératives	21 637	24 645	17 289	17 797	-	-	-	-	-	-
Justice	414 908	478 471	560 705	601 597	627 792	707 026	834 801	363 560	376 129	394 583
Loisir, Chasse et Pêche	148 467	190 841	191 619	206 281	221 643	232 983	225 155	202 223	200 127	210 535
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	107 470	132 502	1 557 930	2 058 670	2 430 425	2 604 164	2 872 668	2 908 896	3 082 821	2 886 204
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	39 092	44 299	48 431
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	46 765	-	-	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	37 173	-	-	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	73 394	82 481	94 200	101 626
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	179 877	192 904	205 842
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	930 798	844 749	920 588	1 575 237	1 012 999

Tableau 3.3 (suite)
Dépenses brutes du gouvernement du Québec par ministère, 1979-80 à 1988-89

Description	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					'000 $					
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	62 315	23 615	25 255	27 708
Régie de l'assurance-maladie du Québec	932 562	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593	1 456 510	1 608 331	1 745 572	1 889 479	2 066 661
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	2 614	-	-	-
Relations internationales	42 312	46 991	44 776	46 514	49 246	56 496	59 553	58 704	67 349	-
Revenu	473 705	189 793	200 789	221 534	247 986	231 209	247 852	259 482	283 348	282 179
Santé et Services sociaux	4 759 192	5 365 031	4 759 535	5 194 227	5 438 346	5 765 297	5 911 557	6 519 056	7 151 338	7 680 891
Sécurité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	663 131
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	485 546	602 344	-
Tourisme	-	-	-	-	-	27 226	75 573	69 244	69 114	75 552
Transports	1 261 331	1 307 158	1 360 945	1 488 645	1 585 430	1 630 598	1 676 706	1 596 282	1 689 861	1 818 542
Travail	-	-	-	11 304	40 119	42 136	31 525	54 764	82 287	101 322
Travaux publics et Approvisionnement	251 298	261 561	279 209	301 617	298 767	150 571	-	-	-	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	31 516	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	108 341	90 533	128 407
Provisions pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-	(1 173)	(13 165)	(134 749)
Total	**15 125 200**	**17 586 659**	**20 358 807**	**22 259 286**	**24 523 514**	**25 542 488**	**27 222 178**	**28 465 454**	**30 738 141**	**31 578 118**

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.4
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89

Description	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					%					
Affaires culturelles	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8
Affaires internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2
Affaires municipales	2,1	2,7	2,0	1,9	1,8	2,0	1,4	2,6	1,9	1,8
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1,8	2,0	1,8	1,9	1,7	1,8	1,9	1,8	1,8	1,8
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,2	0,3
Assemblée nationale	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
CARRA	-	-	-	2,7	2,7	-	-	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	--	--	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Communautés culturelles et Immigration	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Communications	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,6	0,4
Conseil du trésor	--	--	--	--	--	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Conseil exécutif	0,6	0,8	1,5	0,6	0,6	0,7	0,2	0,1	0,1	0,1
Éducation	26,5	28,7	29,1	27,4	26,9	24,6	17,4	16,6	16,4	17,2
Énergie et Ressources	1,3	1,1	1,3	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	--	0,1	8,5	8,3	8,6	8,9
Environnement	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,9	1,0	1,1
Finances	6,0	7,1	8,4	8,8	9,7	9,8	10,3	10,0	9,3	8,9
Fonction publique	3,0	3,0	3,4	0,7	0,7	-	-	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	--	1,1	1,2	1,4	1,4	-	-	-
Industrie, Commerce et Technologie	0,9	0,9	0,7	0,7	1,2	1,4	1,2	1,1	0,7	0,9
Institutions financières et Coopératives	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-
Justice	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6	2,8	3,1	1,3	1,2	1,2
Loisir, Chasse et Pêche	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0,7	0,8	7,7	9,3	9,9	10,2	10,6	10,2	10,0	9,1
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,1
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	0,2	-	-	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	0,3	0,3
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6	0,7
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	3,6	3,1	3,2	5,1	3,2

Tableau 3.4 (suite)
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89

Description	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					%					
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	0,2	0,1	0,1	0,1
Régie de l'assurance-maladie du Québec	6,2	6,2	5,8	5,2	5,5	5,7	5,9	6,1	6,1	6,5
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	--	-	-	-
Relations internationales	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-
Revenu	3,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Santé et Services sociaux	31,5	30,5	23,4	23,3	22,2	22,6	21,7	22,9	23,3	24,3
Sécurité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,1
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	1,7	2,0	-
Tourisme	-	-	-	-	-	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2
Transports	8,3	7,4	6,7	6,7	6,5	6,4	6,2	5,6	5,5	5,8
Travail	-	-	-	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3	0,3
Travaux publics et Approvisionnement	1,7	1,5	1,4	1,4	1,2	0,6	-	-	-	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,3	0,4
Provision pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-	(--)	(--)	(0,4)
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.5
Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1979-80 à 1988-89

Description	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					'000 $					
Affaires culturelles	3 753	2 771	2 440	3 533	2 891	2 151	1 478	876	1 655	2 613
Affaires internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 582
Affaires municipales	285	439	75	179	276	481	384	841	1 067	1 959
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	5 378	4 009	3 124	4 373	8 454	8 177	5 606	6 360	4 239	5 808
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	-	413	525	629
Assemblée nationale	392	918	257	264	500	2 508	8 430	3 776	3 928	6 525
CARRA	-	-	-	17	51	-	-	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	39	87	129	432	253	263	65
Communautés culturelles et Immigration	96	54	97	233	352	324	523	165	194	551
Communications	1 010	962	1 271	2 109	3 049	4 522	5 777	4 414	2 218	525
Conseil du trésor	71	43	81	56	123	216	411	568	316	407
Conseil exécutif	671	1 247	679	625	357	1 944	2 941	607	403	491
Éducation	942	950	1 700	1 037	1 217	2 518	1 442	1 279	1 114	1 203
Énergie et Ressources	33 208	20 443	22 270	26 056	22 514	16 929	17 609	17 230	11 049	9 665
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	33	114	559	384	558	1 176
Environnement	685	2 465	1 842	3 728	6 415	9 689	13 785	3 989	2 408	3 042
Finances	139	66	113	88	500	959	1 202	1 140	1 348	1 728
Fonction publique	190	96	84	71	101	-	-	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	16	287	388	461	992	-	-	-
Industrie, Commerce et Technologie	4 389	2 338	793	625	872	799	548	824	905	1 145
Institutions financières et Coopératives	139	72	35	30	-	-	-	-	-	-
Justice	7 410	5 852	7 835	7 586	6 617	10 989	13 032	2 798	4 482	2 136
Loisir, Chasse et Pêche	21 864	18 663	14 150	24 696	34 258	21 894	15 887	10 516	10 363	9 070
Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu	202	154	217	1 978	1 644	1 307	1 375	1 671	3 325	2 823
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	-	98	93	106
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	140	-	-	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	139	-	-	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	54	89	59	50
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	-	160	398	358
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	598	414	334	226	554

Tableau 3.5 (suite)
Dépenses de capital du gouvernement du Québec par ministère, 1979-80 à 1988-89

Description	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
						'000 $				
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	711	622	594	913
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations internationales	180	110	153	196	574	676	388	272	332	-
Revenu	420	474	843	741	904	3 636	2 177	2 116	2 331	3 166
Santé et Services sociaux	554	828	683	194	592	737	684	725	779	775
Sécurité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11 814
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	-	7 153	9 406	-
Tourisme	-	-	-	-	-	980	944	486	268	293
Transports	467 575	446 880	450 316	390 087	402 693	476 653	464 939	397 588	437 005	511 532
Travail	-	-	-	34	141	218	382	340	233	377
Travaux publics et Approvisionnement	57 234	51 708	60 384	66 704	43 397	6 245	-	-	-	-
Total	**606 787**	**561 542**	**569 458**	**535 566**	**539 000**	**575 854**	**563 385**	**468 082**	**502 084**	**583 081**

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.6
Opérations de la dette du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89

	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
					'000 $					
Emprunts effectués[1]	**1 648 922**	**3 352 864**	**2 951 612**	**2 788 8972**	**2 796 988**	**3 281 015**	**2 382 557**	**4 396 050**	**3 199 575**	**3 232 538**
Bons du trésor[3]	135 000	255 000	620 000	315 000	160 000	-	230 000	-	200 000	-
Obligations	1 154 337	1 775 600	1 839 821	1 671 980	1 830 429	1 906 683	2 047 661	3 091 942	2 053 804	2 569 517
Obligations d'épargne du Québec	114 135	971 021	231 074	680 564	729 907	1 233 941	657 493	575 382	545 862	454 050
Régime de pensions du Canada	7 064	6 453	6 316	5 321	5 332	5 400	5 792	6 907	5 158	5 289
Autres	238 386	344 790	254 401	116 032	71 320	134 991	51 611	721 819	394 751	203 682
Dettes assumées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts	**(462 954)**	**(526 707)**	**(957 006)**	**(392 414)**	**(511 778)**	**(994 410)**	**(1 207 738)**	**(2 486 648)**	**(1 906 957)**	**(2 152 267)**
Bons du trésor	-	-	-	-	-	(80 000)	-	(80 000)	-	(50 000)
Obligations	(234 495)	(165 753)	(413 912)	(222 038)	(218 412)	(399 647)	(601 055)	(583 979)	(1 276 225)	(1 169 390)
Obligations d'épargne du Québec	(207 977)	(273 232)	(536 922)	(163 418)	(288 001)	(501 979)	(594 870)	(499 239)	(620 211)	(824 944)
Régime de pensions du Canada	-	-	-	-	-	-	-	(368)	(1 876)	(2 378)
Autres	(16 964)	(83 406)	(2 042)	(3 448)	(2 363)	(9 622)	(9 816)	(1 320 457)	(4 427)	(105 555)
Dettes assumées	(3 518)	(4 316)	(4 130)	(3 510)	(3 002)	(3 162)	(1 997)	(2 605)	(4 198)	-
Variation du taux de change[4]	-	-	-	-	-	-	-	**155 981**	**19 731**	**620 250**
Contributions au fonds d'amortissement	**(43 008)**	**(54 448)**	**(53 091)**	**(57 561)**	**(50 729)**	**(73 609)**	**(82 083)**	**(90 927)**	**(99 762)**	**(86 714)**
Augmentation de la dette publique	**1 142 960**	**2 771 709**	**1 941 515**	**2 338 922**	**2 234 481**	**2 212 996**	**1 702 736[5]**	**1 974 456**	**1 212 607**	**1 603 807**

1. À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante des emprunts.
2. Incluant un billet de 50 583 068 $ émis à l'Office des autoroutes du Québec, réduit à 27 082 408 $, après déduction d'un fonds d'amortissement de 23 500 660 $, relativement à l'intégration des opérations de l'Office à celles du gouvernement.
3. Les bons du trésor sont traités au net à partir de 1979-80. Durant l'exercice financier 1987-88, 5 905 000 000 $ ont été émis alors que 5 705 000 000 $ ont été remboursés. L'augmentation du solde est donc de 2 000 000 000 $.
4. Correspond à l'accroissement des emprunts résultant de la variation amortie et non amortie de change de l'année financière sur les emprunts en monnaie étrangère.
5. Excluant un montant de 1 306 657 000 $ porté à la dette nette suite à l'inscription en équivalent canadien au 31 mars 1987 des obligations et autres emprunts moins fonds d'amortissement en monnaie étrangère.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.7
Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, 1979-80 à 1988-89

	Emprunts en dollars canadiens				Dettes assumées	Emprunts en dollars des États-Unis[1]	Emprunts en autres monnaies[1]	Total	Changements annuels	Indice
	Obligations	Obligations d'épargne	Régime de pensions du Canada	Autres emprunts						
				'000 $					%	1979-80=100
1979-80	976 800	114 135	7 064	68 489	-	169 897	177 537	1 513 922	(3,9)	100,0
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	-	-	344 790	-	3 097 864	104,6	204,6
1981-82	1 175 600	231 074	6 316	-	-	445 737	472 885	2 331 612	(24,7)	154,0
1982-83	1 100 000	680 564	5 321	33 404	-	245 561	381 964	2 446 814	4,9	161,6
1983-84	1 155 000	729 907	5 332	1 191	-	565 272	180 286	2 636 988	7,8	174,2
1984-85	1 162 192	1 233 941	5 400	1 386	-	597 125	280 971	3 281 015	24,4	216,7
1985-86	1 155 000	657 493	5 792	1 611	-	469 627	473 034	2 762 557	(15,8)	182,5
1986-87	1 795 025	575 382	6 907	1 873	-	1 189 947	826 916	4 396 050	59,1	290,4
1987-88	1 367 975	545 862	5 158	2 178	-	13 529	1 064 873	2 999 575	(31,8)	198,1
1988-89	1 732 534	454 050	5 289	2 534	-	557 477	480 654	3 232 538	7,8	213,5

1. À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante des emprunts.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.8
Financement du gouvernement du Québec, 1987-88 et 1988-89

	1987-88	1988-89
	'000 $	
Besoins financiers bruts	**(3 385 837)**	**(3 207 883)**
Opérations budgétaires	(2 374 250)	(1 613 236)
Revenus	28 363 891	29 964 892
Dépenses	30 738 141	31 578 118
Opérations non budgétaires	995 112	654 324
Remboursements d'emprunts	(2 006 699)	(2 248 981)
Obligations	(1 902 510)	(1 996 712)
Bons du trésor	-	(50 000)
Autres emprunts	(4 427)	(105 555)
Dettes assumées	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	(99 762)	(96 714)
Financement	**3 385 837**	**3 207 883**
Variation de l'encaisse	173 212	20 850
Nouveaux emprunts	3 199 575	3 232 538
Diminution de la dette résultant de l'amortissement de la variation de change sur les emprunts en monnaie étrangère	13 050	(45 505)

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.

Tableau 3.9
Dette[1] du gouvernement du Québec au 31 mars 1988 et 1989

	31 mars 1988		31 mars 1989		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Obligations	**19 891 252**	**74,2**	**20 634 521**	**76,2**	**743 269**	**3,7**
En dollars canadiens	13 649 248	50,9	14 870 696	54,9	1 221 448	8,9
En dollars des États-Unis	3 541 809	13,2	3 741 488	13,8	199 679	5,6
Autres monnaies	3 103 222	11,6	2 519 555	9,3	(583 667)	(18,8)
Fonds d'amortissement	(403 027)	(1,5)	(497 218)	(1,8)	(94 191)	(23,4)
Autres emprunts obligataires	**3 079 748**	**11,5**	**2 711 765**	**10,0**	**(367 983)**	**(11,9)**
Obligations d'épargne du Québec	2 731 345	10,2	2 360 451	8,7	(370 894)	(13,6)
Régime de pensions du Canada	125 487	0,5	128 398	0,5	2 911	2,3
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	0,8	222 916	0,8	-	-
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	**2 093 023**	**7,8**	**2 040 034**	**7,5**	**(52 989)**	**(2,5)**
Bons du trésor	**1 755 000**	**6,5**	**1 705 000**	**6,3**	**(50 000)**	**(2,8)**
Total	**26 819 023**	**100,0**	**27 091 320**	**100,0**	**272 297**	**1,0**

1. À la fin de chacun des exercices financiers, la valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur et les variations sont inscrites comme dépenses ou revenus à reporter, puis amorties sur la durée restante des emprunts.

Sources: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1988-89.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1987-88.